

LE GROUPE TRAVAILLE À DÉVELOPPER DES PARTENARIATS

Sonatrach vise une production de 160 milliards m³/an de gaz

La société algérienne Sonatrach travaille à développer des partenariats avec des entreprises internationales dans le but d'assurer la pérennité de la production. Selon son premier responsable, en l'occurrence Rachid Hachichi, le groupe ambitionne d'atteindre une production annuelle de 160 milliards de mètres cubes d'ici 2060. P 3



ALORS QUE LES ÉCHANGES
COMMERCIAUX ONT ATTEINT
1000 MILLIARDS DE DOLLARS
ENTRE 2005-2022

**Les investissements
de l'UE n'excédaient
pas les 13 milliards
de dollars !**

Depuis l'entrée en vigueur de l'Accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne (UE) en 2005, les échanges commerciaux ont atteint environ 1.000 milliards de dollars. Toutefois, cette balance commerciale est largement en faveur de l'UE, comme l'a souligné le ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, dans une réponse au député des Algériens résidents à l'étranger, Abdelouahab Yagoubi.

P 2

PRODUCTION DE BLÉ DUR
**L'autosuffisance
dès 2025**

L'Algérie veut transformer son agriculture, avec comme ultime objectif, assurer son autosuffisance. C'est surtout un engagement du président de la République qui a indiqué que l'on vise à atteindre une autosuffisance « totale et complète » en blé dur vers fin 2025 et en orge et en maïs en 2026. Aussi, l'Algérie lance une campagne agricole ambitieuse visant à révolutionner sa production céréalière. Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, a dévoilé les contours d'un projet d'envergure pour la saison 2024-2025, axé sur la culture massive de blé dur.

P 5

CONTRIBUANT À 25%
DANS LE PIB DU PAYS
**L'énergie,
un carrefour
d'opportunités
pour les investisseurs**

L'Algérie a élaboré un plan complet et intégré pour le secteur de l'énergie, renforçant ainsi sa position sur les plans régional et international. Ce plan a des effets positifs sur l'économie et le produit intérieur brut (PIB) du pays, englobant divers domaines tels que les hydrocarbures et les énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire et l'hydrogène.

P 3

BRAS DE FER AUTOUR DE LA
CERTIFICATION HALAL

**La réponse ferme
de la Grande Mosquée
de Paris à l'UE** P 2

SÉTIF/TRANSFORMATEURS ÉLECTRIQUES

**Exportation
d'une première cargaison
vers la Libye** P 3

EL-MENIAË

**Un projet qatari
d'investissement dans
les cultures stratégiques
à Hassi El F'hel** P 6

GHARDAÏA
Plus de 37.700 qx
d'olives attendus
pour la saison
2024

La production prévisionnelle d'olives est estimée autour de 37.752 quintaux (qx) dans la wilaya de Ghardaïa, au titre de la campagne agricole 2024, a-t-on indiqué samedi à la direction locale des Services agricoles. Cette production prévisionnelle est en "large" hausse par rapport à celle de la dernière campagne agricole qui avait enregistré une récolte de près de 30.000 qx, a affirmé le responsable des statistiques, Khaled Djebrit, en signalant que le rendement moyen devrait atteindre cette année les 26 quintaux à l'hectare, et ce en dépit d'une très faible pluviométrie. Et de préciser que la production a été impactée cette année par les fortes chaleurs caniculaires jumelée à une sécheresse et un stress hydrique qu'a connus la région durant les mois de juin, juillet et aout derniers. Cet impact du réchauffement climatique est visiblement observé dans les périmètres agricoles, notamment les oliveraies et les palmeraies, où les palmes de palmiers, les feuilles d'oliviers et autres arbres fruitiers ont été perforées, atrophiées et cramées, engendrant une perturbation de l'évolution du calibre et la physiologie des fruits et, par conséquent, de la qualité et la quantité de la production, a expliqué M. Djebrit. La campagne actuelle touche une superficie de 1.904 ha, avec près de 219.080 oliviers productifs sur plus de 373.807 pieds existant dans la wilaya de Ghardaïa, a-t-il fait savoir. Selon les statistiques de la DSA, plus de 70% des oliviers productifs sont plantés en éparse alors que près de 90.000 arbres productifs sont plantés en masse, ce qui rend la cueillette difficile. Les services de la DSA estiment également que sur cette récolte de 37.752 qx d'olives prévue, près de 27.320 qx seront destinés à la consommation comme olives de table et 10.432 qx pour l'extraction de près de 800.000 litres d'huile d'olive "vierge et bio", par le biais de trois huileries modernes localisées à Guerrara, El-Atteuf et Béni-Isguen.

BRAS DE FER AUTOUR DE LA CERTIFICATION HALAL

La réponse ferme de la Grande Mosquée de Paris à l'UE

Suite à la polémique concernant la certification Halal des produits européens exportés en Algérie, la Grande Mosquée de Paris a publié, le 20 septembre, un communiqué dans lequel elle clarifie sa position en réponse aux déclarations du commissaire européen au Commerce, Valdis Dombrovskis, qui a émis des réserves sur la gestion de cette certification. Investie d'un mandat exclusif depuis juin 2023 par l'État algérien, la Grande Mosquée de Paris se charge de vérifier la conformité des produits importés de l'Union européenne aux exigences Halal. Ce mandat, octroyé à la suite d'une décision du président algérien Abdelmadjid Tebboune, affirme ainsi la souveraineté de l'Algérie sur la réglementation de ses importations.

Par Mourad A.

Les critiques du commissaire européen sont perçues comme «infondées», car elles semblent ignorer les efforts constants déployés pour améliorer la qualité des certifications et les relations solides entretenues avec la Commission européenne. La Mosquée a multiplié les réunions avec les conseillers techniques de l'Union pour discuter des questions de concurrence et de discrimination commerciale. La réunion du 12 février 2024, qui s'est tenue à Alger en présence de représentants économiques de plusieurs pays européens, a montré l'harmonie existante entre les parties. Aucun grief n'avait alors été soulevé, et l'invitation du recteur de la Grande Mosquée de Paris par l'ambassadeur de l'Union européenne à Alger témoigne de la qualité des relations. La Grande Mosquée de Paris assure que sa mission ne se limite pas à garantir que les produits répondent aux exigences religieuses islamiques, mais vise également à structurer et contrôler rigoureusement un marché autrefois perturbé par des certifications moins strictes. Le communiqué exprime une incompréhension face aux déclarations du commissaire européen, jugées déconnectées de la réalité. Ces critiques, relayées par des médias européens

et algériens, semblent ignorer l'efficacité et la conformité légale des services fournis par la Mosquée. Celle-ci rappelle qu'elle opère dans le respect des législations française, algérienne et européenne, notamment en matière de concurrence, et qu'aucune entreprise européenne certifiée n'a émis de plainte concernant la qualité de ses services. Les autorités algériennes se disent également pleinement satisfaites de cette organisation, qui a permis d'améliorer la gestion des importations Halal en Algérie. La Mosquée souligne enfin ses efforts constants pour optimiser ses méthodes, afin de répondre aux attentes du marché tout en garantissant la rigueur nécessaire à la certification Halal. Pour Rappel, les relations entre l'Union européenne et l'Algérie se sont tendues en raison des exigences strictes imposées par l'Algérie concernant la certification Halal des viandes européennes exportées, une responsabilité confiée exclusivement à la Grande Mosquée de Paris. Cette mesure, introduite fin 2023, est perçue par l'Union européenne comme un obstacle commercial important, générant des coûts supplémentaires pour les exportateurs. Le commissaire européen au Commerce, Valdis Dombrovskis, a exprimé à plusieurs reprises ses préoccupations quant

aux effets négatifs de cette mesure sur les exportations agroalimentaires européennes vers l'Algérie. Selon le responsable, malgré les efforts de la Commission européenne pour engager un dialogue avec les autorités algériennes et alléger ces restrictions, la situation reste complexe et difficile à résoudre. L'Algérie maintient fermement sa position, ce qui complique davantage les relations commerciales. La Commission européenne, de son côté, continue de chercher à lever ces obstacles en poursuivant des discussions techniques et politiques pour résoudre ces différends. La Grande Mosquée de Paris rejette donc fermement les déclarations du commissaire européen et exprime sa volonté de poursuivre un dialogue constructif avec la Commission. Elle cherche à apaiser les tensions tout en réaffirmant son rôle central dans les relations commerciales entre l'Europe et l'Algérie. Ce communiqué met en lumière des enjeux qui dépassent la simple certification religieuse, soulignant l'importance diplomatique et économique que cette institution revêt dans les échanges entre les deux rives de la Méditerranée. Par cette réponse, la Mosquée réaffirme son intention de garantir des certifications Halal rigoureuses, tout en défendant la légitimité de son mandat exclusif.

ALORS QUE LES ÉCHANGES COMMERCIAUX ONT ATTEINT 1000 MILLIARDS DE DOLLARS ENTRE 2005-2022

Les investissements de l'UE n'excédaient pas les 13 milliards \$!

Par M.A.

Depuis l'entrée en vigueur de l'Accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne (UE) en 2005, les échanges commerciaux ont atteint environ 1.000 milliards de dollars. Toutefois, cette balance commerciale est largement en faveur de l'UE, comme l'a souligné le ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, dans une réponse au député des Algériens résidents à l'étranger, Abdelouahab Yagoubi. M. Attaf a révélé qu'en dépit de ces échanges considérables, les investissements de l'UE en Algérie n'ont pas dépassé

13 milliards de dollars, principalement dans le secteur des hydrocarbures. De plus, l'Algérie a connu un déficit chronique de sa balance commerciale hors hydrocarbures depuis 2005, avec des transferts de bénéfices d'une valeur de 12 milliards de dollars sur la même période. Le ministre a également précisé que le récent conflit commercial, qui a éclaté suite à la décision de la Commission européenne d'ouvrir une procédure de règlement des différends, ne doit pas être confondu avec des sanctions. Il a expliqué que cette action est liée aux restrictions algériennes sur les importations, mises en place pour protéger les

réserves de change et encourager l'utilisation d'intrants nationaux dans la fabrication, notamment dans le secteur automobile. En outre, Attaf a contesté les évaluations des dommages avancées par l'UE, affirmant qu'elles ne reflètent pas la réalité. Les statistiques montrent en effet une augmentation de plus de 20% des échanges dans le cadre du système préférentiel de l'accord en 2023 par rapport à 2022, et de 15% au premier trimestre 2024 par rapport à la même période de l'année précédente. Les déséquilibres présents dans l'accord d'association, soulignés par le ministre, se manifestent

par une structure qui favorise les importations au détriment des investissements et de l'économie productive. Cette situation a conduit le président Abdelmadjid Tebboune à ordonner une révision complète de l'accord, dans une perspective de coopération équilibrée et bénéfique pour les deux parties. Enfin, M. Attaf a assuré que la situation actuelle ne devrait pas engendrer de conséquences financières pour l'Algérie, l'accord ne prévoyant pas de pénalités liées au différend commercial. Le pays s'engage à poursuivre des discussions constructives pour parvenir à un consensus favorable.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LE GROUPE TRAVAILLE À DÉVELOPPER DES PARTENARIATS

Sonatrach vise une production de 160 milliards m3/an de gaz

La société algérienne Sonatrach travaille à développer des partenariats avec des entreprises internationales dans le but d'assurer la pérennité de la production. Selon son premier responsable, en l'occurrence Rachid Hachichi, le groupe ambitionne d'atteindre une production annuelle de 160 milliards de mètres cubes d'ici 2060.

Par Sirine R

« Nous produisons actuellement environ 130 milliards de mètres cubes par an. Notre objectif est d'atteindre 160 milliards de mètres cubes par an de gaz naturel, avec une production stable à l'horizon 2060 et 2065 », a déclaré Rachid Hachich, le PDG de Sonatrach, à Al Sharq, en marge de la Conférence mondiale sur l'énergie « Gastech 2024 », à Houston aux Etats-Unis. Pour lui, « nous devons réaliser les explorations nécessaires et développer la production pour maintenir le niveau de production actuelle et l'augmenter dans l'avenir », a-t-il expliqué, ajoutant que le plan consiste en l'exploration continue. Le domaine minier des hydrocarbures en Algérie regorge encore d'importantes ressources, dira-t-il encore. Le Pdg de Sonatrach a précisé que pour développer tous les types d'hydrocarbures en Algérie, « nous travaillons à développer des partenariats », a-t-il dit, en rappelant que Sonatrach a signé des accords avec plusieurs compagnies internationales telles que ExxonMobil (Etats-Unis), Che-

vron (Etats-Unis), Sinopec (Chine), Eni (Italie), Total (France), Midad (Arabie Saoudite), Tethys (Suède). Il a souligné : « Nous avons atteint le stade des négociations sur les contrats de carburant avec ExxonMobil et Chevron, et nous avons convenu d'accélérer ces discussions, et il est prévu que les contrats soient prêts à être signés dans quelques mois pour développer les champs convenus l'année prochaine. Outre les négociations directes avec les entreprises internationales, Hachichi a souligné que « Sonatrach travaille avec l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft) pour lancer des appels d'offres avant la fin de l'année en cours. Sur un autre registre, Sonatrach s'efforce de maintenir le niveau de production actuel et de l'augmenter à l'avenir au profit de l'économie du pays. Concernant les niveaux de prix de l'énergie qui conviennent à Sonatrach, Hachichi a déclaré : « Nous préférons que le prix du baril de pétrole ne descende pas en dessous de 80 dollars, et de 10 dollars pour le million d'unités thermiques britanniques (pour le gaz, ndlr) », en précisant que

c'est le marché qui fixe les prix en fonction de l'offre, de la demande et des changements sur la scène internationale. Pour ce qui est des activités de la compagnie sur les marchés internationaux, il a affirmé que Sonatrach approvisionne l'Allemagne et la Croatie en hydrocarbures, et qu'elle a également pénétré d'autres marchés, notamment dans le secteur pétrolier, comme la côte ouest des États-Unis, le Brésil et les Bahamas, pour répondre à la demande croissante. « Nous cherchons à augmenter la production pour approvisionner d'abord le marché national, puis exporter l'excédent via des contrats », a indiqué le PDG de Sonatrach, et de souligner : « Nous avons une capacité d'exportation de gaz vers l'Europe par pipeline pouvant atteindre 43 milliards de mètres cubes par an, et nous disposons de quatre complexes de liquéfaction de gaz. Cela nous offre une grande flexibilité, selon la demande en Europe. ». Hachichi a souligné l'ouverture de Sonatrach à la coopération avec la Libye, soulignant la reprise des activités en Libye, ainsi qu'une étude sur le développement ultérieur des relations avec la Société nationale libyenne du pétrole.

CONTRIBUANT À 25% DANS LE PIB DU PAYS

L'énergie, un carrefour d'opportunités pour les investisseurs

Par Mourad A.

L'Algérie a élaboré un plan complet et intégré pour le secteur de l'énergie, renforçant ainsi sa position sur les plans régional et international. Ce plan a des effets positifs sur l'économie et le produit intérieur brut (PIB) du pays, englobant divers domaines tels que les hydrocarbures et les énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire et l'hydrogène. Selon les analyses de la plateforme spécialisée « Attaqa.net », plusieurs rapports indiquent que l'Algérie a récemment connu un afflux d'entreprises étrangères, accompagné de la signature de nombreux accords et mémorandums de coopération. Ces initiatives répondent à une part significative de la demande intérieure, en particulier dans le secteur électrique, tout en favorisant une expansion marquée des exportations de gaz naturel liquéfié vers l'Europe. Le secteur énergétique représente 25 % du PIB algérien, avec des revenus soutenant le trésor public jusqu'à 40 %. Les exportations d'énergie constituent plus de 90 % des exportations totales du pays, témoignant d'un climat d'investissement favorable établi depuis plusieurs années. Selon les prévisions du président Abdelmadjid Tebboune, le PIB de l'Algérie pourrait atteindre 400 milliards de dollars d'ici 2024, avec une croissance de 3,8 % attendue pour cette année. Cette dynamique a été renforcée par l'adoption de la loi sur les hydrocarbures en 2019, qui a introduit des réformes et des systèmes contractuels flexibles pour attirer les investisseurs, notamment dans l'exploration et la production. Deux systèmes contractuels ont été établis pour augmenter la production de pétrole et de gaz tout en maximisant l'exploitation des ressources. L'Algérie a ouvert des zones franches

pour attirer les investissements et soutient les start-ups, encourageant ainsi les entreprises énergétiques mondiales à s'engager dans le secteur. En plus d'une législation favorable, les ressources, les capacités et l'infrastructure disponibles renforcent le développement du secteur énergétique. L'Algérie se classe au 16e rang mondial pour les réserves de pétrole prouvées et au 10e pour le gaz, avec d'importantes réserves de gaz de schiste non exploitées. Des initiatives concrètes illustrent cette ambition. La société nationale Sonatrach a signé des mémorandums avec des entreprises pétrolières internationales, telles qu'Eni et Equinor, pour explorer des régions au sud du pays. En 2023, Sonatrach a collaboré avec Baker Hughes pour développer le plus grand champ gazier du pays, HassiR'Mel. Sonelgaz a lancé un projet ambitieux pour créer 15 centrales solaires dans 12 wilayas, avec un contrat attribué à la société chinoise Astronergy pour la fourniture d'équipements solaires. Ces projets visent à produire une électricité propre et à réduire les émissions de carbone. L'Algérie se positionne également comme un acteur clé dans le domaine de l'hydrogène. En octobre dernier, un accord a été signé avec l'Allemagne pour un projet de production d'hydrogène renouvelable de 50 MW, visant à développer les infrastructures nécessaires pour l'exportation vers l'Europe. D'autres projets d'hydrogène attirent l'intérêt de pays comme la Turquie, désireux d'explorer les possibilités de production dans l'industrie de l'acier. L'avenir du secteur énergétique algérien semble prometteur, avec une variété de projets diversifiés visant à soutenir la croissance économique du pays. Grâce à un climat d'investissement solide et à des ressources abondantes, l'Algérie est en passe de devenir un centre d'attraction pour les entreprises énergétiques à l'échelle mondiale.

Baisse de la production de gaz en Algérie de 4,7 milliards de m³ en 7 mois

Les derniers chiffres de la plateforme « Attaqa.net » révèlent qu'au cours des sept premiers mois de 2024, la production totale de gaz naturel de l'Algérie a chuté de 4,7 milliards de m³ par rapport à l'année précédente, atteignant 58,51 milliards de m³ contre 63,21 milliards en 2023. La consommation nationale pour l'électricité et le chauffage a également diminué de 904 millions de m³, s'élevant à 11,05 milliards de m³. Entre janvier et mars 2024, la production était de 26,28 milliards de m³, en baisse par rapport aux 31,81 milliards de m³ du même trimestre en 2023. La production mensuelle a atteint un pic de 9,21 milliards de m³ en janvier, puis a baissé en février (8,41 milliards) avant de remonter en mars (8,66 milliards). Au deuxième trimestre, la production a totalisé 24,13 milliards de m³, restant supérieure à celle de l'année précédente (22,91 milliards). Toutefois, pour le premier semestre, la production a diminué de 4,31 milliards de m³, atteignant 50,41 milliards. En juillet, la production mensuelle a connu une légère hausse, atteignant 8,09 milliards de m³, bien que cela reste inférieur aux 8,49 milliards de m³ de juillet 2023. Cette augmentation a eu lieu après trois mois de baisse consécutifs. Enfin, les exportations de gaz naturel liquéfié ont atteint leur niveau le plus bas en deux ans, avec seulement 0,711 million de tonnes exportées en juillet, contre 1,04 million de tonnes en juillet 2023. Pour la période de janvier à juillet 2024, les exportations totales ont chuté à 6,96 millions de tonnes, par rapport à 7,35 millions de tonnes l'année précédente.

SÉTIF/TRANSFORMATEURS ÉLECTRIQUES

Exportation d'une première cargaison vers la Libye

La première cargaison de transformateurs électriques produite par l'« United Technology Electric Company », située dans la zone d'activités d'AïnOulmen, au sud de la wilaya de Sétif, a été exportée vers la Libye le 18 septembre dernier. L'événement a été marqué par la présence du directeur de l'industrie, du directeur régional du commerce et de la promotion des exportations, du directeur du commerce de la wilaya, ainsi que du directeur de la chambre de commerce et d'industrie des Hauts Plateaux. L'expédition a consisté en l'envoi de cinq conteneurs renfermant 52 transformateurs électriques, et d'autres expéditions sont déjà programmées pour l'avenir. United Technology Electric Company (UTEC), spécialisée dans la fabrication de transformateurs électriques, s'impose comme un acteur clé de l'exportation. Sa récente réussite sur le marché libyen, illustrée par cette première cargaison, témoigne d'une stratégie d'expansion ambitieuse. Avec une part de marché de 70 % en Algérie, l'entreprise ne se limite pas à dominer le marché national ; elle démontre également une capacité remarquable à répondre aux besoins spécifiques de clients étrangers, s'inscrivant ainsi dans une dynamique de croissance prometteuse. Ce succès repose sur un cadre incitatif mis en place par l'État, visant à soutenir l'industrialisation et à favoriser l'exportation. Les mesures douanières avantageuses et les plateformes spécialisées ont considérablement simplifié les processus d'exportation, permettant aux entreprises de naviguer plus aisément sur la scène internationale. L'accompagnement des différents acteurs industriels, orchestré par le gouvernement, joue un rôle crucial dans cette dynamique, créant un environnement propice à l'innovation et à la compétitivité. Dans un souci de diversification économique, l'entreprise s'aligne sur une stratégie nationale visant à élargir les sources de revenus en devises, réduisant ainsi la dépendance aux hydrocarbures. Cette volonté de diversification se manifeste par l'essor d'autres secteurs, tels que la production de pneumatiques, d'appareils électroménagers et de céramiques, chacun contribuant à une économie en pleine effervescence. La compétitivité des prix est également un enjeu majeur, facilitée par des systèmes comme l'Alces, qui permettent aux opérateurs de réduire leurs coûts de production. Cela renforce la position de l'Algérie sur les marchés internationaux, tout en favorisant une collaboration harmonieuse entre les secteurs public et privé. Ainsi, cette entreprise algérienne illustre non seulement le succès d'une initiative individuelle, mais aussi l'aboutissement d'un effort collectif soutenu par une stratégie gouvernementale proactive. Grâce à un environnement économique favorable, l'Algérie s'oriente vers un avenir où l'exportation et la diversification joueront un rôle central dans sa prospérité économique.

Par M.A.

RENTRÉE SOCIALE ET SCOLAIRE 2024-2025

Mise en place d'un plan sécuritaire spécial

Le Commandement de la Gendarmerie nationale a tracé un plan sécuritaire spécial pour la rentrée sociale et scolaire 2024-2025, visant à faciliter la circulation et assurer la sécurité autour des établissements éducatifs, indique, vendredi, un communiqué de ce corps sécuritaire. Ce plan sécuritaire repose sur "la présence sur le terrain des unités de sécurité routière à travers le réseau relevant du territoire de compétence de la Gendarmerie nationale pour fluidifier la circulation", précise le communiqué. Dans ce cadre, "les éléments de la Gendarmerie nationale seront déployés au sein de formations fixes et mobiles, telles que des patrouilles et des points de contrôle, pour garantir la sécurité et gérer la fluidité du trafic au niveau des axes menant aux établissements éducatifs, et ce, afin d'assurer la sécurité autour de tous les établissements éducatifs, notamment durant les heures d'entrée et de sortie, facilitant ainsi la circulation et garantissant la sécurité des élèves, ainsi que la sécurité des citoyens et de leurs biens". "Les services de la Gendarmerie nationale, à travers les brigades territoriales, les unités de sécurité routière et les équipes de protection des mineurs, vont mettre en œuvre, en coordination avec les autorités compétentes, un programme de communication et de sensibilisation au profit des élèves et de leurs parents, sur la prévention de la propagation des fléaux sociaux en milieu scolaire et les mesures préventives pour réduire les accidents de la circulation, en vue de protéger et d'accompagner cette catégorie", conclut la même source.

SALON "WORLD FOOD MOSCOW"

Des opérateurs économiques affichent un intérêt pour les produits algériens

Plusieurs opérateurs économiques participant à la 33e édition du Salon international de l'alimentation et des boissons de Moscou (Russie) "World Food Moscow", ont affiché un intérêt pour la qualité des produits alimentaires algériens, et leur volonté de conclure des accords pour leur importation, indique une responsable au ministère du Commerce et de la Promotion des exportations. La directrice centrale du suivi et de la promotion des échanges commerciaux et de la promotion des exportations au ministère, Farah Mekideche a indiqué à l'APS que le

pavillon algérien du Salon, qui se tient du 17 au 20 septembre, "connait une grande affluence de visiteurs et d'opérateurs économiques, ouvrant ainsi la voie à de nombreux projets d'accords entre les opérateurs algériens et leurs homologues étrangers". Dans ce cadre, Mme Mekideche a souligné que des consultations étaient en cours pour la signature de plusieurs accords pour l'exportation de produits algériens, avant la clôture de ce Salon auquel participent 15 entreprises algériennes. Mme Mekideche a précisé, par ailleurs,

que ces entreprises ont été sélectionnées suivant des critères notamment la capacité de l'exportateur à couvrir les demandes, et après une étude "minutieuse" des exigences du marché, soulignant que cet événement économique a permis de promouvoir la qualité des produits algériens dans le secteur de l'industrie agroalimentaire. S'agissant des produits qui ont vu une grande affluence des visiteurs, la directrice centrale a cité "les dattes, notamment +Deglet Nour+, une variété très demandée, l'huile d'olive largement appréciée, ainsi les conserves et les gâteaux algériens".

ENTREPRENEURIAT

L'engagement à accompagner les jeunes entrepreneurs souligné

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Yacine El-Mahdi Oualid, a souligné, jeudi à Alger, l'engagement de son secteur à accompagner les jeunes entrepreneurs et à leur permettre de s'ouvrir sur le monde à la faveur de la forte dynamique que connaît actuellement le domaine de l'entrepreneuriat en Algérie. Intervenant au deuxième jour de la troisième édition du Salon de l'éducation, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et des technologies de la connaissance (EDUCTECK), organisé au Palais des expositions des Pins maritimes, le ministre a précisé que le domaine de l'entrepreneuriat en

Algérie connaissait une "forte dynamique", assurant que son département "continue d'accompagner toutes les initiatives des jeunes entrepreneurs au vu de l'intérêt porté par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à ce domaine". M. Oualid a souligné, dans ce sens, "l'importance de la coordination des efforts entre les différents secteurs pour offrir des opportunités aux jeunes entrepreneurs" leur permettant de concrétiser leurs idées sur le terrain, notamment à travers "l'augmentation du nombre de programmes qui ont vocation d'encourager l'esprit entrepreneurial". Evoquant cette troisième édition du salon EDUCTECK, le ministre a salué "la bonne or-

ganisation" de cet événement scientifique et professionnel auquel participent 70 exposants. Dans une déclaration à la presse en marge du salon, le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Karim Bibi Triki, a, quant à lui, mis en exergue l'intérêt accordé par l'Etat aux domaines de la technologie, de l'enseignement, de l'apprentissage, ainsi qu'à tous les projets favorisant de tels contenus, indiquant que son secteur accompagnait ce type d'initiatives par la mise à disposition de l'infrastructure des technologies de l'information et de la communication (TIC). Et de rappeler, par là même, que l'Algérie "a dépassé le seuil de 1,4 million de foyers raccordés à Internet".

GECF

Hausse de 5,1% des exportations du GNL en août 2024

Les exportations du Gaz naturel liquéfié (GNL) provenant des pays du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) ont augmenté de 5,1% en août dernier pour atteindre 15,96 millions de tonnes (Mt), a indiqué l'organisation dans son dernier rapport mensuel. "En août 2024, les exportations de GNL des pays membres (y compris les membres observateurs) du GECF ont augmenté de 0,78 Mt, soit une croissance de 5,1% sur un an, pour atteindre 15,96 Mt, marquant la première hausse mensuelle depuis mars 2024", est-il indiqué dans ce rapport publié sur le site-web du Forum. Globalement, les exportations mondiales du GNL ont atteint en août dernier 34,24 Mt, ce qui représente une hausse de 3,6 % (1,20 Mt) en glissement annuel. Entre janvier et août 2024, les exportations mondiales de GNL ont augmenté

quant à elles de 1,1 % (+2,99 Mt) en glissement annuel pour atteindre 272,82 Mt, selon la même source. Les Etats-Unis étaient le plus grand exportateur de GNL en août (plus de 7 Mt), suivis par le Qatar et l'Australie. S'agissant de la consommation du gaz, elle a connu en août 2024, une baisse de 4,6 % dans les pays de l'Union européenne (UE), selon le document. La consommation de gaz aux Etats-Unis a chuté, quant à elle, de 2,3% sur un an, à 73 milliards de mètres cubes, le secteur de la production d'électricité étant en tête de la baisse, explique le document. S'agissant de la Chine, il est indiqué qu'en juillet 2024, la demande de gaz a augmenté de 7,4% sur un an pour atteindre 35 milliards de mètres cubes, sous l'effet de la hausse des températures, en particulier à Shenzhen, une région clé pour la production d'électricité au gaz.

Au cours des sept premiers mois de 2024, la consommation agrégée de gaz dans les principaux pays consommateurs de gaz, qui représentent 60% de la

demande mondiale de gaz, a augmenté de 2,2% en glissement annuel pour atteindre 1,390 milliards de mètres cubes, selon le rapport.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 18 سبتمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 18 septembre 2024

Produits		Prix du détail ¹ DA / Kg			أسعار التجزئة دج / كغ	
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	90	109	70	البطاطا	خضار طازجة
	Tomate	71	84	58	الطماطم	
	Oignon sec	47	54	40	البصل الجاف	
	Ail sec	385	441	329	الثوم الجاف	
	Carotte	80	89	70	الجزر	
	Navet	125	138	111	لفت	
	Poivron	103	117	88	الفلفل الأخضر	
	Piment	123	140	105	الفلفل الحار	
	Courgette	158	174	142	الكوسة	
	Haricot vert	193	216	169	الفاصولياء الخضراء	
Fruits frais	Laitue	138	153	123	الخس	فواكه طازجة
	Pomme locale	391	499	284	الفلاح المحلي	
	Datte	565	698	432	التمر	
	Melon	96	107	85	البطيخ الأصفر	
	Pastèque	84	93	75	البطيخ الأحمر	
	Poire	383	467	299	الآفانص	
	Raisin	212	275	148	العنب	
Produits d'origine animale	Banane	467	482	452	الموز	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Viande bovine locale	1803	1939	1666	لحم البقر المحلي	
	Poulet de chair	471	483	459	الدجاج	
	Ceufs (Unité)	18	20	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	94	99	89	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	430,00	NC	0,00	0,00	0,12	9,09	8,14	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 180,00	NC	0,00	-5,69	-6,86	1,31	8,26	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 290,00	NC	0,00	0,68	-0,06	2,95	5,46	0	0,00
EGH EL AURASSI	AUR	405,00	NC	0,00	0,00	-5,97	5,12	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	450,00	NC	0,00	0,00	-8,44	2,51	-	0	0,00

PRODUCTION DE BLÉ DUR

L'autosuffisance dès 2025

L'Algérie veut transformer son agriculture, avec comme ultime objectif, assurer son autosuffisance. C'est surtout un engagement du président de la République qui a indiqué que l'on vise à atteindre une autosuffisance « totale et complète » en blé dur vers fin 2025 et en orge et en maïs en 2026. Aussi, l'Algérie lance une campagne agricole ambitieuse visant à révolutionner sa production céréalière. Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, a dévoilé les contours d'un projet d'envergure pour la saison 2024-2025, axé sur la culture massive de blé dur.

Par Réda Hadi

Au cœur de cette initiative se trouve l'objectif de cultiver 1,6 million d'hectares de blé dur, représentant plus de la moitié des 3,069 millions d'hectares prévus pour cette campagne. Cette stratégie s'inscrit dans une vision plus large : atteindre l'autosuffisance en blé dur dès l'année prochaine, tout en développant la production d'orge sur un million d'hectares. C'est ce qu'a affirmé le Ministre de l'agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa.

Pour concrétiser ces ambitions, le gouvernement algérien met en place un dispositif de soutien conséquent. L'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) fournira aux agriculteurs 4,2 millions de quintaux de semences, accompagnés d'une quantité importante d'engrais. Cette mobilisation des ressources vise à doter les producteurs de tous les outils nécessaires pour mener à bien cette campagne cruciale. Le ministre Cherfa a souligné l'importance d'un démarrage rapide des opérations pour profiter pleinement des pluies au-

tomnales, tirant ainsi les leçons des retards observés lors de la saison précédente. Dans certaines wilayas, la campagne a d'ailleurs déjà discrètement débuté, témoignant de l'empressement des acteurs du secteur. Ainsi donc, Cherfa lors de la réunion nationale de préparation de la campagne labours-semailles, avec les présidents des unions des coopératives de céréales et de légumineuses sèches, a souligné que l'objectif fixé pour la nouvelle saison consiste à cultiver 3,069 millions d'hectares, dont 55% seront consacrés au blé dur (1,6 million d'hectares), tandis que plus d'un million d'hectares seront consacrés à l'orge. Et de préciser qu'à cet égard, il est mis à disposition 4,2 millions de quintaux de semences et d'une quantité suffisante d'engrais au profit de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), afin d'atteindre l'objectif fixé.

Le ministre a également souligné l'importance du lancement à temps de la campagne labours-semailles, pour parvenir à produire environ 30 millions de quintaux de blé dur cette saison, et éviter les retards enregistrés l'année dernière, d'autant que

les pluies automnales étaient au rendez-vous.

L'infrastructure de stockage fait également l'objet d'une attention particulière. De nouveaux centres seront opérationnels à partir de mars 2025, assurant une couverture complète du territoire national. Cette modernisation des capacités de stockage s'accompagne d'une allocation stratégique des semences par région, garantissant une distribution équitable des ressources.

Ces efforts s'inscrivent dans un programme plus vaste, initié par le président de la République, visant à développer un million d'hectares de terres irriguées d'ici 2025. L'ambition ne s'arrête pas au blé dur : l'Algérie aspire également à l'autosuffisance en orge et en maïs à l'horizon 2026.

Le secteur agricole, et plus particulièrement la filière céréalière, est appelé à jouer un rôle prépondérant dans la réalisation de l'objectif national d'atteindre un PIB de 400 milliards de dollars. Pour y parvenir, l'État réaffirme son engagement à soutenir les producteurs face aux défis climatiques et techniques, conscient de l'enjeu crucial que représente la sécurité alimentaire du pays.

FNI-SOCIÉTÉ QATARIE BALADNA

Signature de la convention des actionnaires

La convention des actionnaires entre le Fonds national d'investissement (FNI) et la société qatarie Baladna a été signée, jeudi à Alger, dans le cadre de la concrétisation du projet intégré de production de lait en poudre dans la wilaya d'Adrar.

La convention a été signée par le Directeur général du FNI, Kamel Mansouri, et le membre délégué de la société qatarie Baladna, Ramez Al-Khayyat, en présence du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, du ministre des Finances, Laaziz Faid, et du Directeur général des Douanes, Abdelhafid Bakhouch.

Ont également assisté à la cérémonie de signature, l'ambassadeur du Qatar en Algérie, Abdulaziz Ali Al-Naama, et le président du Conseil d'administration de la société Baladna, Mohamad Moutaz Al-Khayyat.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, le ministre des Finances, Laaziz Faid, a souligné que l'importance de ce projet résidait dans "son impact direct sur la sécurité alimentaire, l'autosuffisance en lait en poudre, la réduction de la facture d'importation de cette matière, l'approvisionnement du marché local en viandes rouges et la création de 5.000 emplois directs".

Le ministre a également «invité toutes les parties prenantes algériennes et qataries

à élargir les consultations en vue de prospecter de nouveaux domaines innovants de coopération bilatérale», assurant que «les projets qui répondent à nos ambitions économiques et à nos objectifs stratégiques seront accueillis à bras ouverts».

Pour rappel, un accord-cadre avait été signé, fin avril dernier, entre le ministère de l'Agriculture et du Développement rural et la société qatarie Baladna pour la réalisation d'un projet structurant consistant en la création de fermes d'élevage intégrées de vaches laitières et la production de lait en poudre, à travers un partenariat entre la société Baladna et l'Etat algérien, représenté par le Fonds national d'investissement. Le financement du projet est conjoint, à hauteur de 51% de la part de la joint-venture et 49 % de crédits de banques algériennes. La joint-venture qui gèrera le projet sera détenue à 49% par le FNI et à 51% par la partie qatarie.

D'une superficie totale de 117.000 hectares, ce projet est composé de trois pôles contenant chacun une ferme de production de céréales et de fourrage, une ferme d'élevage de vaches et de production de lait et de viande, ainsi qu'une usine de production de lait en poudre.

Ce projet d'une valeur de 3,5 milliards de dollars sera concrétisé en quatre (4) phases, la première débutera à l'horizon 2026 et la dernière aura lieu neuf (9) ans après le lancement du projet.

Le projet permettra de produire près de 194.000 tonnes de lait en poudre par an. Dans la première phase, une ferme sera aménagée pour répondre aux besoins en fourrage, une autre d'une capacité d'accueil de 50.000 têtes bovines sera conçue et des lignes de production modernes de lait en poudre installées. A la neuvième année du projet, le nombre total de têtes bovines devrait atteindre 270.000, avec une production de près de 1,7 milliard de litres de lait par an. La société investira dans la création de complexes dans différentes régions du pays, chacun comprenant une ferme où seront cultivés les produits de fourrage, une ferme d'élevage de bovins et une usine de lait en poudre. Elle s'appuiera aussi sur des fermes modernes pour fournir du fourrage, du maïs et du blé, ainsi que sur un système avancé de gestion de la santé des bovins.

Cette cérémonie a été précédée par la signature d'un accord-cadre entre le ministère de l'Agriculture et la société Baladna pour la production de lait infantile. Le document a été signé par la Directrice générale de l'investissement et du foncier agricoles au ministère, Souad Assaous, et Al-Khayyat.

L'élargissement de l'accord-cadre permettra la signature d'un accord de partenariat entre le FNI et Baladna et d'un mémorandum d'entente sur la production de lait infantile.

R E.

PROJET "BALADNA" Réalisation d'une usine de production de lait infantile

Un mémorandum d'entente a été signé, jeudi à Alger, entre le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique et la société qatarie "Baladna" pour la réalisation d'une usine intégrée de production de lait infantile en Algérie.

Ce mémorandum d'entente a été signé par la Directrice générale du développement industriel au ministère de l'Industrie, Amel Allame, et le membre délégué de la société qatarie "Baladna", Ramez Al Khayyat, en présence des ministres de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa et des Finances, Laaziz Faid, outre le Directeur général des Douanes, Abdelhafid Bakhouch.

Etaient également présent à la cérémonie de signature, l'ambassadeur du Qatar en Algérie, Abdulaziz Ali Al-Naama, le Directeur général (DG) du Fonds national d'investissement (FNI), Kamel Mansouri, et le président du Conseil d'administration de la société qatarie "Baladna", Mohamad Moutaz Al-Khayyat.

Ce mémorandum tend à intégrer le lait infantile dans un projet de production de lait en poudre à réaliser dans la wilaya d'Adrar, conformément à un accord-cadre signé en avril dernier entre le ministère de l'Agriculture et la société qatarie. Cette cérémonie a été précédée par la signature d'un accord de partenariat entre le FNI et la société "Baladna" pour la production de lait infantile. Le document a été signé par la Directrice générale de l'investissement et du foncier agricoles au ministère, Souad Assaous, et Al-Khayyat. A noter que le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, avait reçu, jeudi à Alger, le président du Conseil d'administration de la société qatarie "Baladna", Mohamad Moutaz Al-Khayyat, avec lequel il a évoqué le projet de réalisation d'une usine de production de lait infantile.

Lors de la rencontre, M. Aoun a souligné l'importance de ce projet "vital", relevant l'impératif de se conformer aux normes internationales de qualité dans ce domaine. Le ministre a en outre exprimé "la disponibilité de son département ministériel à accompagner le projet et à apporter le soutien et les facilités nécessaires pour sa réussite, en coordination avec les différents secteurs concernés", selon un communiqué du ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique.

R E.

DJELFA

Plus de 157.000 primes de solidarité scolaire versées aux familles nécessiteuses

Plus de 157.000 primes de solidarité scolaire ont été versées à des familles nécessiteuses et à faible revenu dans la wilaya de Djelfa, en prévision de la prochaine rentrée des classes, a-t-on appris, jeudi, auprès des services de la wilaya.

"Dans le cadre de l'opération de solidarité, plus de 157.000 primes scolaires ont été versées. En outre, 54.500 trousseaux scolaires sont en cours de distribution aux élèves concernés à travers différentes communes de la wilaya", a indiqué le wali Ammar Ali Bensaâd lors d'une visite d'inspection d'un nombre d'établissements scolaires dans le cadre des préparatifs de la nouvelle rentrée scolaire.

"Cette initiative de solidarité ciblant les familles nécessiteuses revêt une grande importance dans la garantie des conditions nécessaires à la réussite de l'année scolaire et à son bon déroulement", a-t-il ajouté.

A noter que sur le total de trousseaux scolaires à distribuer, 47.500 ont été acquis sur le budget des collectivités locales, tandis que 5.000 ont été fournis par le Croissant rouge algérien (CRA) et 2.000 par le Conseil de renouveau économique algérien (CREA).

KHENCHELA

Lancement des travaux de réalisation de 240 logements publics locatifs à Babar et Chechar

Les travaux de réalisation de 240 logements publics locatifs (LPL), inscrits au programme de l'exercice 2024, ont été lancés cette semaine dans les communes de Babar et Chechar, wilaya de Khenchela, a indiqué jeudi le directeur local de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI).

Dans une déclaration à l'APS, M. Riyad Abdelaziz a précisé qu'il s'agit d'un projet de 120 unités (LPL) retenu pour la commune de Chechar et d'un autre portant sur autant d'unités de même type pour la commune de Babar dont les délais de réalisation ne dépasseront pas les 14 mois conformément aux dispositions de leurs cahiers de charges.

Une enveloppe financière de 848 millions DA incluant les coûts de construction des logements et de réalisation des lots de routes et réseaux divers a été répartie entre les deux projets, selon la même source. Ces deux projets s'inscrivent dans un programme de réalisation de 1.500 logements publics locatifs à travers 11 communes, retenu en 2024 pour la wilaya de Khenchela et dont la mise en œuvre a débuté progressivement durant le deuxième semestre de l'année en cours au terme des procédures administratives et légales requises, selon la même source.

Au cours du mois de juillet passé, la wilaya de Khenchela a connu la distribution de plus de 4.300 logements de diverses formules dont 1.978 logements publics locatifs, 559 logements promotionnels aidés, 1.500 arrêtés d'aide au logement rural et 300 actes de lot constructible dans des lotissements sociaux, rappelle-t-on.

EL-MENIAÂ

Un projet qatari d'investissement dans les cultures stratégiques à Hassi El F'hel

La Société Al Rayan Promotion immobilière Algérie (Qatarie) a obtenu le certificat de qualification pour la concession au titre de la mise en valeur, accordée par l'Office national des terres agricoles (ONTA), dans l'objectif d'investir dans les cultures stratégiques dans la wilaya d'El-Meniaâ, ont indiqué, vendredi, les services de la wilaya.

Présidant la cérémonie de remise de l'acte de concession agricole, "le certificat de qualification" pour l'investisseur, le wali d'El-Meniaâ, Mokhtar Benmalek a souligné que ce projet consolidera les capacités de production agricole dans la région, assurant que ses services s'employaient à aplanir toutes les difficultés, en vue de mener à bien cet investissement prometteur, à travers l'accélération de l'opération d'attribution d'autorisation de forage des puits agricoles et des documents régissant le déroulement de ce projet. De son côté, le directeur de wilaya de l'ONTA d'El-Méniaâ, Chettouh Lahcene, a affirmé que la régularisation de ce dossier d'investissement qui était en suspens, "se veut une étape vers le soutien du plan de l'Etat visant à augmenter les capacités de production et à étendre les périmètres irrigués".

Selon le même responsable, l'investisseur peut bénéficier des programmes d'appui et des semences, pour s'inscrire dans les différentes initiatives, à l'instar de la production des céréales et des fourrages, l'arboriculture fruitière, la culture de palmiers et l'élevage du cheptel.

Dans une déclaration à l'APS, le représentant de la société Al Rayan à responsabilité limitée (S.A.R.L), chargé de la gestion du projet, Djakhdem Hadj Aissa a affirmé que "cet investissement agricole apportera un plus à la région, à la faveur des différents types de cultures stratégiques, selon le programme arrêté avec le ministère de l'Agriculture et du Développement rural".

Il sera procédé prochainement à l'installation de 27 pivots d'irrigation, en plus des 3 autres actuellement en service, et ce dans le cadre de la nouvelle réguli-

sation accordée à ladite exploitation dans le but d'élargir les superficies irriguées des diverses filières agricoles, notamment les céréales et les fourrages, a-t-il ajouté, précisant que "l'objectif étant d'élargir le projet à d'autres superficies si les résultats sont encourageants et la production abondante dans ce créneau d'investissement".

Le projet d'investissement est le fruit d'un partenariat algéro-qatari, s'inscrivant dans le cadre de la qualification à la concession au titre de la mise en valeur, conformément au projet adopté par la commission technique pour la promotion de l'investissement agricole au profit de la SARL Société Al Rayan Promotion immobilière, sur une superficie de 1.811 ha dans un périmètre situé dans la commune de Hassi El F'hel dans le nord de la wilaya d'El Menia, a-t-il expliqué

BECHAR

De nouveaux projets de protection des villes de Bechar et Béni-Ounif contre les inondations

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a annoncé jeudi à Bechar l'inscription au profit de la wilaya de plusieurs projets destinés à la protection des villes de Bechar et Béni-Ounif contre les inondations.

Le ministre qui s'est rendu dans la commune frontalière de Béni-Ounif (110 km nord de Bechar) où il a pris connaissance des séquelles des inondations provoquées par les oueds "Melias" et "Sidi Aissa", qui traversent cette collectivité, a indiqué que parmi ces projets figure celui de la protection de cette commune des inondations, et ce, par la réalisation d'une protection des berges de ces deux (2) cours sur un linéaire de plus de huit (8) km, pour un coût de plus d'un (1) milliard DA.

Dans la commune de Bechar, il est projeté en plus de la protection de cette ville des inondations, la concrétisation de projets d'envergure, dont un barrage sur l'oued "Labiad" dans le but d'atténuer les forces des crues de l'oued Bechar, et la mobilisation des eaux superficielles au profit de l'agriculture et de l'AEP, a expliqué le membre du gouvernement. Durant cette visite de constatation dans la wilaya, M.Derbal a aussi inspecté le chantier de réalisation des trois (3) stations de pompage retenues dans le cadre du projet de captage des eaux albiennes de Guetrani.

Sur place, il a affirmé que l'entame pro-

chainement des projets de protection des villes précitées des inondations, "ne doit pas être un facteur de baisse du rythme du projet de transfert des eaux albiennes de Guetrani vers Bechar".

"Ce projet d'envergure doit être livré à l'échéance prescrite, à savoir avant la fin de l'année en cours", a-t-il signalé à l'adresse des responsables des entreprises réalisatrices et du maître de l'ouvrage, en l'occurrence l'Agence nationale des barrages et des transferts (ANBT). Selon le directeur général de cette agence, Messaoud Maatar, "sur les 26 forages prévus au niveau de ce champ de captage, 18 ont été déjà réalisés et équipés, avec une capacité de production de 68.000 M3, tandis que les forages restants seront livrés en octobre prochain, ce qui permettra d'effectuer les premiers essais de transfert dès la mi-novembre et la mise en service officielle du projet avant la fin de 2024, avec une production quotidienne de 80.000 M3 destinée à l'alimentation en eau potable des habitants de Bechar, Kenadza et Abadla".

Au niveau du barrage de Djorf-Torba, le ministre de l'hydraulique s'est déclaré "satisfait" du remplissage de l'ouvrage, suite aux crues des oueds de la région après les pluies torrentielles qui se sont abattues la semaine dernière sur la région, avec une retenue de 247 millions de M3.

Actuellement et vu la poursuite des

crues des oueds, notamment celui du Guir, à l'origine de cet apport record au barrage, il a été procédé depuis plusieurs jours à l'ouverture de cinq (5) vannes sur les six (6) que compte l'ouvrage, en plus des eaux évacuées par le déversoir principal, a expliqué le directeur général de l'ANBT.

Les eaux déversées par ces vannes et les deux déversoirs du barrage, en plus d'alimenter la nappe phréatique de toute la région Sud du territoire de la wilaya, iront aussi se déverser à Igli (wilaya de Béni-Abbès) où les eaux des crues font jonction avec l'oued Zouzfana et forment à eux deux l'oued Saoura dont la crue est arrivée cette année jusqu'à la ville de Reggane, à plus de 800 km au sud de Bechar, selon des responsables locaux du secteur de l'hydraulique.

Lors de sa visite du barrage, le ministre a insisté sur la mise en place d'un programme pour la satisfaction des besoins en eaux d'irrigation des agriculteurs de la plaine d'Abadla (5.400 ha), afin de contribuer à son développement.

Le ministre de l'hydraulique a achevé sa visite de travail d'une journée dans la wilaya par la visite de l'un des tronçons de l'oued Fayja au nord de Bechar, du pont de l'oued Bechar dans la zone de JnianeDiffallah (nord de la commune), ainsi que la station de relevage des eaux usées de la commune de Bechar ayant subi quelques dégâts.

Croissance : le choix de Christine

En réduisant les taux d'intérêt à pas comptés alors que le combat contre l'inflation est gagné, la Banque centrale européenne, présidée par Christine Lagarde, risque de pénaliser lourdement l'économie de la zone euro.

Par François Vidal

Plus bas, plus vite, plus fort ! Pour le bonheur de l'économie européenne, on rêverait que cette forme (légèrement !) modifiée de la devise olympique devienne le mantra de la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE). Que le gardien de la zone euro fasse preuve d'une hardiesse dans la baisse de ses taux d'intérêt comparable à celle dont il a fait preuve quand il s'agissait de les relever. A l'époque, on s'en souvient, le péril inflationniste menaçait. L'envolée des prix provoquée par la flambée des cours de l'énergie et des matières premières agricoles dans la foulée de l'invasion de l'Ukraine par la Russie faisait craindre le pire. A la rentrée 2022, l'inflation galopait au rythme effréné de 10 % par an. La BCE s'était alors lancée dans un resserrement monétaire sans précédent, faisant passer ses taux de -0,5 % à 4 % en dix-sept mois. Du jamais-vu ! Une escalade jugée nécessaire pour ralentir l'économie et stopper l'incendie inflationniste. Deux ans plus tard, force est de constater que le remède a fait son effet. En août dernier, les prix n'ont progressé que de 1,8 % en France et de 2,2 % dans la zone euro, une croissance au plus bas depuis trois ans. Maintenant que ce

danger est derrière nous, pourquoi faudrait-il redescendre marche après marche un escalier que nous avons monté quatre à quatre ? La question se pose, puisque si en juillet le gardien de l'euro a bien commencé à baisser ses taux d'intérêt, il ne le fait qu'à pas comptés. Jeudi dernier, il les a réduits d'un nouveau quart de point seulement, les ramenant à 3,5 %. Et les « ECB watchers » (les observateurs de la BCE) estiment que la prochaine baisse des taux n'interviendra sans doute pas avant décembre. On aboutit donc au paradoxe suivant : les taux actuels sont bien plus restrictifs pour l'activité économique en termes réels, c'est-à-dire inflation déduite, qu'ils ne l'étaient fin 2023, quand les prix progressaient encore de 5 % et que les taux s'établissaient à 4 %... A ce rythme, la croissance de la zone euro, déjà languissante (+0,2 % au deuxième trimestre), n'est pas près de repartir. Pis, étant donné le temps qu'il faut pour que la politique monétaire se transmette à l'économie réelle, le risque que la persistance de taux élevés étouffe la croissance n'a rien d'hypothétique. Les experts de la banque centrale ont d'ailleurs revu à la baisse récemment leurs prévisions économiques pour 2024 et 2025. A entendre Christine Lagarde et les membres de son conseil, il serait cependant urgent de ne pas se précipiter. Car

la mission ne serait pas encore accomplie. Vu de Francfort, les prix ne sont pas complètement rentrés dans leur lit, c'est-à-dire une progression annuelle proche de 2 % mais inférieure à cette limite. En cause, une inflation toujours trop forte dans les services, du fait de l'évolution des salaires dans le secteur. Résultat : la BCE estime que la progression annuelle des prix ne repassera pas sous la barre des 2 % avant 2026. Ce scénario, beaucoup d'économistes le contestent au motif que les ferments inflationnistes (prix des matières premières, tensions sur le marché du travail) ont disparu. En clair, ce que la banque centrale considère comme des braises encore ardentes ne serait en réalité qu'une rémanence vouée à disparaître rapidement. De quoi au minimum questionner la prudence du Conseil des gouverneurs, qui préfère prendre le risque de provoquer une récession en maintenant des taux trop élevés trop longtemps plutôt que de donner le sentiment d'abandonner le combat contre l'inflation trop tôt. Alors, ce faisant, il respecte le mandat de la BCE qui en fait la gardienne de la stabilité des prix. Mais il sacrifie la croissance européenne et accroît accessoirement les difficultés des Etats de la zone euro les plus endettés. Un arbitrage regrettable si l'on en croit la lecture de rapport Draghi, publiée la semaine dernière. L'ancien prési-

dent de la BCE y met en effet en évidence le retard de croissance accumulé ces dernières années par l'Europe face à ses rivaux américain et chinois, et parle de « l'agonie lente » qui attend le Vieux Continent si rien n'est fait pour corriger le tir.

Audace nécessaire

La BCE n'est évidemment pas la seule responsable des difficultés de l'économie européenne, mais par son orthodoxie sans faille elle y contribue. Or si le pilotage de la politique monétaire nécessite beaucoup de doigté et de cohérence, il requiert aussi de l'audace, quand les circonstances l'exigent. Ben Bernanke en avait fait preuve à la tête de la Fed en enchaînant à partir de 2008 trois vagues de son innovant programme de « quantitative easing » (assouplissement quantitatif) pour soutenir l'économie américaine. Mario Draghi aussi, en 2012, avec son célèbre « whatever it takes » lancé au cœur de la crise de la zone euro. On n'en trouve malheureusement pas trace aujourd'hui dans les choix de la BCE de Christine Lagarde. On saura ce mercredi 18 septembre si la Fed, qui amorce à son tour son cycle de baisse des taux, affiche la même prudence. Source : Les Echos

Transition énergétique : « follow the money ! »

Par Cécile Maisonneuve (*)

L'industrie numérique ne financerait pas la transition à la place des Etats et des consommateurs, mais elle peut y apporter une contribution positive massive. Un projet non financé n'est pas un projet. » Cette maxime bien connue des financiers, c'est le message qu'a lancé abruptement Mario Draghi aux dirigeants européens dans son rapport sur la compétitivité européenne du 9 septembre dernier : le projet européen pour le XXIe siècle n'est plus financé. Un projet qui se résume en trois volets : dépenser dans nos systèmes de défense pour éviter une attaque russe, à l'Est, sur le sol de l'Union européenne ; investir judicieusement dans les technologies de la décarbonation pour faire pièce à l'agressivité commerciale de la Chine et juguler cette rivale ; ne pas rater le train de la révolution de l'intelligence artificielle, tout cela sur fond de vieillissement démographique européen. Plutôt que de retomber dans les débats classiques entre les « frugaux » et les autres, lisons le rapport Draghi

avec les lunettes du XXIe siècle. L'Europe a un problème de compétitivité. L'une des raisons majeures en est les coûts énergétiques, notamment de l'électricité : un industriel y paye trois fois plus que son concurrent – ou sa filiale... – aux Etats-Unis. C'est le résultat de la politique énergétique du « quoi qu'il en coûte » menée depuis quinze ans en Europe. Certes, la part des énergies renouvelables a progressé, mais on a oublié son corollaire : faire progresser la part de l'électricité dans la consommation d'énergie finale. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) le martèle pourtant de longue date : la transition, c'est décarboner l'électricité – c'est, en termes technologiques, le moins difficile à faire – et étendre les usages de cette source d'énergie dans l'économie. Ironie de l'histoire : seule la Chine, qui n'est pourtant pas membre de l'AIE, a suivi ce sage conseil. Mais, en Europe, l'électrification de nos économies stagne depuis la fin des années 2000, au moment même où étaient prises les premières mesures de la politique énergie-climat. Et nous voilà piégés dans ce dilemme : électrifier au-

jourd'hui, rapidement, la flotte automobile pour atteindre nos objectifs climatiques européens, c'est se mettre dans les mains de la Chine, alors qu'il nous faut entamer un bras de fer sans concession avec elle pour construire une relation mutuellement profitable. Dans ce contexte difficile, l'Europe a une chance historique : un secteur industriel, le numérique, a des besoins en électricité énormes, qui augmentent de manière exponentielle. Et ce secteur, qui dégage un résultat net annuel de centaines de milliards d'euros, est prêt à dépenser des dizaines de milliards pour sécuriser son approvisionnement en électricité dès lors qu'elle est fiable, constante, propre et la plus compétitive possible. L'industrie numérique ne financera pas la transition à la place des Etats et des consommateurs, mais elle peut y apporter une contribution positive massive. Ajoutons qu'elle est disposée à payer non seulement pour la production d'électricité, mais aussi pour les raccordements qu'implique cette nouvelle géographie énergétique. Elle réfléchit même en termes d'hybridation des secteurs : le patron d'Oracle

a annoncé qu'il concevrait un data center prêt à être raccordé à trois petits réacteurs modulaires nucléaires. Qu'attend-on pour organiser un dialogue structuré entre le secteur électrique – transporteurs, producteurs, fabricants de centrales nucléaires, petites et grandes, fonds d'investissement – et le secteur numérique ? D'autant qu'investir dans le numérique, c'est accroître la productivité de toute l'économie. On sait maintenant que l'écart de productivité entre l'Europe et les Etats-Unis qui s'est creusé depuis 2008 vient non des secteurs traditionnels, mais du différentiel technologique. S'appuyer sur le numérique, c'est donc faire d'une pierre trois coups : stimuler une demande d'électricité atone en Europe ; financer de nouvelles capacités de production et de transport d'électricité ; accroître la productivité globale de l'économie. Avec un bonus pour le débat franco-français : relancer une vraie politique d'aménagement du territoire.

(*) Présidente de Decysive
Source : Les Echos

PROJETS SOLAIRES DE MUWAYH ET D'AL-KHUSHAYBI D'ARABIE SAOUDITE

Larsen & Toubro remporte les contrats EPC

Larsen & Toubro remporte les contrats EPC pour les projets solaires de Muwayh et d'Al-Khushaybi – L'entreprise indienne Larsen & Toubro a remporté auprès du Fonds souverain (PIF) deux contrats EPC (ingénierie, approvisionnement et construction) pour les projets photovoltaïques de Muwayh (2 GW) et d'Al-Khushaybi (1,5 GW), respectivement situés à La Mecque et à Qassim. Le 1er septembre dernier, ACWA Power avait annoncé avoir signé des accords de financement pour trois projets solaires dont Muwayh et Al-Khushaybi. Le troisième projet, celui de Haden (2 GW) à La Mecque, a été attribué à l'entreprise chinoise China Energy Engineering Corporation (CEEC). L'ensemble de ces projets sont négociés directement avec le PIF mais aussi ACWA Power qui détient 35,1 % de chaque projet, tandis que Badeel (PIF) en détient 34,9 % et SAPCO (filiale d'Aramco) 30 %. Ainsi, le PIF s'est engagé à couvrir 70 % du Programme national pour les énergies renouvelables (NREP), les 30 % restant étant couverts par le Ministère de l'Energie, qui vise à développer 130 GW dans le royaume d'ici 2030. Ces trois nouveaux projets ont une valeur combinée de 3,3 Md USD et devraient être opérationnels au cours du premier semestre 2027.

EMIRATS ARABES UNIS

WABAG remporte une usine de dessalement d'eau de 317 M USD en Arabie saoudite

L'entreprise indienne a annoncé avoir remporté un contrat pour une usine de dessalement d'eau de mer par osmose inverse (SWRO) à Yanbu, dans l'Ouest du pays, d'une capacité de traitement de 300 000 m3/j. Le contrat est estimé à 317 M USD et porte sur l'ingénierie, la fourniture, la construction et la mise en service de l'usine (30 mois) et a été attribué par la Saudi Water Authority (SWA). Cette dernière, anciennement connue sous le nom de Saline Water Conversion Corporation (SWCC), est chargée de réglementer et de contrôler les activités et les services du secteur de l'eau en Arabie saoudite. Elle gère actuellement 41 usines de dessalement produisant plus de 11 M m3/j. Le dessalement d'eau est un enjeu majeur pour l'Arabie et sa première source d'eau, 80 % en 2022, et le pays a pour objectif de porter cette part à 90 % d'ici 2030.

ÉGYPTE

Le Caire veut mettre fin aux coupures d'électricité d'ici fin 2025

Depuis quelques mois, l'Égypte peine à répondre efficacement à ses besoins énergétiques, l'obligeant à devoir se faire livrer des cargaisons de gaz de l'étranger dans un contexte de défis économiques, marqués entre autres par des coupures récurrentes d'électricité.

En Égypte, Mostafa Madbouly, le Premier ministre, a annoncé, jeudi 19 septembre, l'ambition du gouvernement de mettre un terme aux coupures d'électricité devenues récurrentes dans le pays d'ici l'été de l'année prochaine. « Les coupures d'électricité par délestage ne se reproduiront plus », a déclaré Madbouly, en précisant qu'un montant de 2,5 milliards de dollars a été prévu par le gouvernement pour concrétiser cet objectif.

Le plan pour y arriver dépendra dans une certaine mesure de la capacité de l'Égypte à relancer sa production de gaz naturel à son plein potentiel dans le même délai. En effet, le pays dépend fortement du combustible pour la production d'électricité. Or la production a chuté à tel point que le pays doit compter sur l'importation d'un total de 20 cargaisons de gaz naturel liquéfié (GNL), en prélude à l'hiver souvent marqué par une hausse de la demande d'électricité.

Pour y faire face, l'État table entre autres sur l'activation de la première phase d'un réseau électrique interconnecté avec l'Arabie saoudite. Une perspective qui pourrait soutenir les efforts continus pour maintenir la sécurité et la stabilité énergétiques. La découverte, il y a quelques jours, d'un gisement de gaz naturel par BP dans la partie orientale du delta du Nil pourrait offrir, mais à plus long terme, des perspectives supplémentaires pour la production d'électricité, compte tenu du potentiel gazier identifié, en cours d'évaluation.

ECONOMIE RÉGÉNÉRATIVE EN TUNISIE

Créer des systèmes durables pour l'environnement et la société

L'économie régénérative est un concept en plein essor. Elle vient après l'économie circulaire. Il s'agit d'un nouveau concept dans le champ de l'économie verte. Son idée est de tendre vers la création de systèmes qui sont durables pour l'environnement et la société, mais qui contribuent également à les régénérer et les améliorer. L'économie régénérative est un modèle économique émergent qui fait débat depuis quelque temps et s'est largement répandu dans les médias. Selon la plupart des spécialistes, il s'agit d'un idéal caractérisé par des ressources naturelles limitées. Il se base sur une dynamique de « renou-

vellement revitalisation, restauration, ou réhabilitation d'un système, d'un processus ou d'un environnement afin de générer un état meilleur, plus sain, plus porteur ou plus durable ». Les experts parlent d'un principe qui repose sur l'idée que les ressources, quelles qu'elles soient, peuvent être renouvelées ou restaurées si elles sont utilisées de manière responsable et respectueuse de leur capacité de régénération. « Cette capacité vise à créer des systèmes qui peuvent se restaurer, se renouveler ou s'auto-entretenir au fil du temps plutôt que de s'épuiser ou de se détériorer. Si ce prin-

cipe est aujourd'hui beaucoup utilisé pour aborder dans l'optique de l'utilisation des ressources naturelles, il ne s'y limite pas par définition », expliquent-ils. Création de flux circulaires Et de poursuivre : « L'économie actuelle est intrinsèquement économiquement régénératrice ». D'après eux, l'économie que nous connaissons est fondamentalement régénératrice, mais uniquement sur le volet économique. Pour comprendre cela, il suffit de comprendre que l'argent investi dans une activité génère des profits qui peuvent eux-mêmes être réinvestis pour accompagner la poursuite ou l'augmentation de l'activité.

L'économie régénératrice vient après l'économie circulaire. Il s'agit d'un nouveau concept dans le champ de l'économie verte. Son idée est de tendre vers la création de systèmes qui sont durables pour l'environnement et la société, mais qui contribuent également à les régénérer et les améliorer. Et contrairement à l'économie traditionnelle, ce modèle économique cherche à créer des flux circulaires où les ressources sont utilisées de manière efficace, où les déchets sont minimisés et les processus de production soutiennent et développent la santé des écosystèmes et des communautés locales.

MAURITANIE

Le Conseil des ministres approuve le PLF Rectificative pour l'année 2024

Le Conseil des Ministres s'est réuni sous la Présidence de Son Excellence Monsieur Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani, Président de la République. Le Conseil a examiné et approuvé les deux projets de lois suivants : Projet de loi portant loi des finances rectificative 2024. L'élaboration du Projet de Loi de Finances Rectificative (PLFR) pour l'année 2024 s'inscrit dans un contexte de confiance renouvelée du peuple mauritanien à travers la réélection de Son Excellence Monsieur le Président de la République, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, pour un second mandat, et vise à : Aligner la politique budgétaire sur les priorités du programme de SEM le Président de la République « Mon Ambition pour la Patrie » concrétisés dans la politique générale du Gouvernement qui vise pour le reste de l'année à : - Accélérer l'exécution des grands projets en cours de mise en œuvre

- Lever les obstacles qui empêchent ou ralentissent le lancement des autres projets dont les ressources ont été mobilisées ; - Concevoir et lancer des programmes prioritaires d'amélioration des conditions de vie des citoyens ; - Lancer certaines études nécessaires à l'exécution des réformes stratégiques de la politique générale du Gouvernement ; - Prendre en charge les besoins en lien avec le renforcement des capacités en défense. - Adopter l'architecture du budget de l'État en accord avec le nouvel organigramme du Gouvernement récemment constitué, afin d'assurer une répartition optimale et efficace des ressources publiques. Cette révision vise à garantir que chaque ministère et entité gouvernementale dispose des moyens nécessaires pour accomplir ses missions conformément aux nouvelles priorités fixées, tout en favorisant une gestion rigoureuse et transparente des fonds

publics. - Actualiser les prévisions budgétaires pour tenir compte de l'évolution du contexte économique et des nouvelles mesures adoptées. - Maintenir la réalisation des engagements contenus dans le programme économique et financier 2023-2026, appuyé par la Facilité Élargie de Crédit Le Présent Projet de Loi de Finances Rectificative (PLFR) pour l'année 2024 s'équilibre en recettes et en dépenses à la somme de cent sept milliards sept cent quinze millions cinq cent quarante-trois mille deux cent cinquante-cinq (107.715.543.255) Ouguiyas MRU contre cent huit milliards cent vingt-neuf millions huit cent cinquante et un mille sept cent trente-trois (108.129.851.733) Ouguiyas MRU dans la loi de finances de l'année 2024, soit une régression de -0,38%. Projet de loi abrogeant et remplaçant la loi 2017-006 modifiée, relative au partenariat

public et privé. Le présent projet de loi modifiant la loi 2017-006 modifiée, relative au partenariat entre les secteurs public et privé s'inscrit dans le cadre de l'incarnation de la vision de Son Excellence le Président de la République, Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani, d'accélérer le rythme du développement économique et social de notre pays en diversifiant les sources de financement des projets structurants de manière à garantir l'allègement de leur charge sur les finances publiques et en garantissant la qualité de leur mise en œuvre dans les délais appropriés. Ce présent projet de loi ajoute une garantie supplémentaire à la question du contrôle et de la transparence en obligeant la présentation des projets d'attribution par voie de négociation devant le Conseil des ministres pour approbation préalable comme condition de leur conclusion.

SIERRA LEONE

Accord préliminaire avec le FMI pour un prêt de 253 millions \$

D’après l’institution, la dette, l’inflation et les réserves de change font partie des principales priorités de ce programme.

La Sierra Leone et le FMI ont conclu un accord au niveau des services pour une facilité élargie de crédit (FEC) de 253 millions \$, selon un communiqué publié par le Fonds ce vendredi 20 septembre. D’une durée de 38 mois, le nouveau programme vise à restaurer la stabilité en assurant la viabilité de la dette, en réduisant l’inflation et en reconstituant les réserves, tout en soutenant une croissance inclusive grâce à des réformes, à la réduction des inégalités de genre et à des dépenses sociales ciblées. Il se concentre également sur la lutte contre la corruption, le renforcement de la gouvernance, des institutions et de l’état de droit, conformément au Plan national de développement à moyen terme (PNDMT) de la Sierra Leone pour 2024-2030. Pour ce faire, les autorités devront mettre en place des réformes telles que des ajuste-

ments macroéconomiques ambitieux, une meilleure mobilisation des recettes, une efficacité accrue des dépenses et la gestion des risques budgétaires. A cela devra s’ajouter le renforcement du cadre de politique monétaire pour préserver la stabilité économique. « Une nouvelle équipe économique a pris les rênes l’année dernière et a, depuis, mis en place des mesures audacieuses pour s’attaquer aux déséquilibres macroéconomiques de la Sierra Leone, y compris une grave crise du coût de la vie. Les autorités ont réduit le déficit primaire intérieur de 2,8 % du PIB en 2023 et sont en bonne voie pour le réduire de 2,1% supplémentaires cette année » s’est félicité Christian Sabrowski, chef de la mission du FMI dans le pays. La Sierra Leone dépend fortement de ses

exportations minières et agricoles, deux secteurs qui sont les principaux contributeurs au PIB. En 2023, la Banque mondiale a estimé que la croissance économique du pays a ralenti pour la deuxième année consécutive, avec un taux estimé à 3,1 %, en raison d’une demande globale faible et à des préoccupations concernant la stabilité socio-politique. Cependant, le secteur minier reste particulièrement performant soutenu par une forte production et l’exportation de minerai de fer. D’après les chiffres du FMI, la croissance économique du pays devrait atteindre les 4% cette année. L’un des objectifs principaux du programme de réformes sera la réduction de la pauvreté ainsi que l’atténuation des pressions inflationnistes qui continuent de peser sur l’économie.

GABON

200 millions \$ du PNUD pour le développement des zones rurales

Comme dans de nombreux pays africains, les zones rurales du Gabon souffrent de nombreuses contraintes, telles que le manque d’infrastructures et de services sociaux de base, qui entravent leur développement. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) va accorder au Gabon un financement de 200 millions de dollars pour stimuler le développement économique et réhabiliter les infra-

structures dans les zones rurales. L’information a été rapportée par Gabon Actu le mercredi 18 septembre 2024. Cet accord s’inscrit dans le cadre du « Programme d’urgence de développement communautaire » (PUDC), qui prévoit l’équipement, la construction et la réhabilitation d’infrastructures sanitaires, éducatives, énergétiques, hydrauliques et routières dans les zones enclavées. Il vise également à créer des

richesses et à améliorer les conditions de vie des populations de ces zones. Le manque d’infrastructures et de services sociaux de base pousse les populations rurales à migrer vers les zones urbaines. Selon l’Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO), le Gabon a connu un exode rural important, avec 80% de la population vivant dans les zones urbaines.

Le Gabon se classe parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, avec un PIB par habitant estimé à plus de 8420 dollars en 2023, selon la Banque mondiale. Cependant, le taux de pauvreté en milieu rural serait de 45 %, selon la FAO. Il est à noter que le PNUD, à travers le PUDC, a déjà mis en œuvre des projets similaires dans plusieurs pays africains, notamment au Sénégal.

BURKINA FASO

Exonération de taxes sur la production locale de farines de céréales

Au Burkina Faso, les céréales constituent la base de l’alimentation de la population. Dans la filière, les minotiers jouent un rôle important dans le développement du segment de la transformation. Au Burkina Faso, le gouvernement a consenti à une exonération de taxe au profit de la production locale de farine de blé, de maïs, de sorgho et d’autres céréales produites localement. L’annonce a été faite le jeudi 19 septembre dans un communiqué publié sur le site du gouvernement. Cette décision est en lien avec l’adoption le même jour, en Conseil des ministres d’un projet de Loi de

finances rectificative de la Loi de finances pour l’exécution du budget de l’État pour l’exercice de 2024. « La nouvelle Loi de finances rectificative va permettre de renforcer le dispositif de protection sociale du capital humain et d’accompagner l’industrialisation du pays », peut-on lire dans le communiqué. Globalement, l’exonération de taxes sur la production locale de farine de céréales est un coup de pouce qui devrait réduire les charges fiscales des minotiers et pourrait encourager l’investissement des opérateurs privés dans le secteur. Il faut rappeler qu’en avril dernier, le gouverne-

ment burkinabè avait déjà posé un ban sur l’importation de farine de blé. D’après les données compilées par l’Institut national de la statistique et de la démographie (Insd), les achats de farines de blé effectués par le pays en 2023 ont augmenté de 31 % pour atteindre 16360 tonnes. Il faut également noter que sur la même année, les achats de blé sur le marché international ont grimpé de 26 %, atteignant plus de 270000 tonnes. Rappelons que le Burkina Faso importe la quasi-totalité de ses besoins en blé.

GHANA

Asante s’active pour produire 500 000 onces d’or par an d’ici 2028

Premier producteur africain d’or, le Ghana a vu ses performances dans le secteur aurifère s’améliorer ces dernières années. Parmi les acteurs de ce succès, on retrouve la compagnie canadienne Asante Gold, qui exploite les mines d’or Chirano et Bibiani. Le canadien Asante Gold a démarré l’exploitation d’un gisement satellite de sa mine d’or Bibiani au Ghana. Selon un communiqué du 19 septembre, publié par la compagnie, la mise en valeur des 119 000 onces de ressources aurifères du gisement Russel est une étape dans sa

stratégie visant à produire annuellement 500 000 onces d’or, d’ici 2028. « L’approbation de l’exploitation minière à Russel fait suite à d’autres catalyseurs importants, notamment le changement du tracé de la route Bibiani-Goaso, qui nous donnera accès à du matériel minéralisé oxydé supplémentaire, et la poursuite de la construction de l’usine de traitement des sulfures de Bibiani », a commenté Dave Anthony, PDG d’Asante. En quelques années, Asante est devenue l’un des principaux producteurs d’or du Ghana. Après les acquisitions successives

des mines Bibiani et Chirano en 2021 et 2022, la compagnie a entrepris plusieurs travaux d’optimisation pour augmenter la production d’or. La déviation d’une route achevée plus tôt cette année permettra ainsi d’accéder à une ressource de 170 000 onces en quelques mois. Une usine de traitement du minerai sulfuré devrait par ailleurs entrer en service à Bibiani au premier trimestre 2025, améliorant le taux de récupération d’or et entraînant en conséquence une hausse de la production. Avec cette stratégie, Asante jouera un

rôle grandissant dans la production industrielle d’or au Ghana, qui est sur une pente ascendante ces dernières années. Le Ghana a notamment produit 4 millions d’onces en 2023 et vise une production d’or comprise entre 4,3 et 4,5 millions d’onces en 2024. Pour rappel, le Ghana est le premier producteur africain d’or. Au-delà de la contribution à la production, notons que le succès d’Asante profite directement au gouvernement ghanéen, qui est l’un des actionnaires de la compagnie à travers son Fonds minier souverain (MIIF).

ENERGIE 90 milliards \$ pour connecter 300 millions d’Africains d’ici 2030

Le programme, porté par des institutions internationales, entend lever 90 milliards de dollars pour fournir de l’électricité à 300 millions d’Africains d’ici 2030, en misant sur les énergies propres. La Fondation Rockefeller, Global Alliance for People and Planet et la Sustainable Energy For All ont annoncé leur soutien à l’initiative de la Banque mondiale et de la BAD. Une coalition internationale, menée par la Banque mondiale et la Banque africaine de développement (BAD), cherche à lever 90 milliards de dollars pour électrifier 300 millions d’Africains, d’ici 2030. Ce vendredi 20 septembre, des acteurs majeurs de la lutte contre le changement climatique, parmi lesquels la Fondation Rockefeller, la Global Alliance for People and Planet associée à Jeff Bezos, et la Sustainable Energy For All, ont annoncé la création d’un mécanisme d’assistance technique pour soutenir ce programme baptisé « Mission 300 ». Cette structure va évaluer et sélectionner les projets capables de recevoir des financements, tout en accompagnant les gouvernements dans les réformes nécessaires à la mise en place des infrastructures énergétiques vertes. La coalition espère mobiliser des ressources provenant de divers horizons, notamment des fonds publics, privés et philanthropiques, pour accélérer l’électrification sur un continent où 600 millions de personnes n’ont toujours pas accès à l’électricité. Le programme se concentrera sur l’approvisionnement en énergie propre via des technologies telles que les mini-réseaux. En avril dernier, à Washington, la Banque mondiale avait déjà promis 25 milliards \$, et la BAD s’était engagée à hauteur de 5 milliards \$ pour ce programme. Les deux institutions avaient indiqué que la levée de fonds devrait se poursuivre lors des prochaines réunions, notamment la réunion de l’Association internationale de développement à Séoul, en décembre prochain. Un sommet sur cette initiative devrait se tenir à Dar es Salaam, en Tanzanie, en janvier, apprend-on. Le Fonds monétaire international (FMI) pourrait également être mis à contribution, notamment à travers son Fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité, qui a reçu une grande partie des 100 milliards de dollars de droits de tirage spéciaux (DTS) affectés par les pays développés vers ceux en développement.

POINT MARCHÉS

Les Bourses récupèrent après une vague de records

Les indices boursiers occidentaux ont fini pour beaucoup dans le rouge vendredi, reprenant leur souffle au lendemain du mouvement d'euphorie suscité par la baisse des taux opérée mercredi soir par la banque centrale américaine.

En Europe, la Bourse de Francfort a terminé en nette baisse de 1,49%, après avoir battu jeudi ses records en séance et en clôture. Paris a lâché 1,51% après un bond jeudi de plus de 2%, tandis que Londres a reculé de 1,19%. A Zurich, le SMI a cédé 1,03%. A New York, le Dow Jones a grignoté 0,09%, l'indice Nasdaq a cédé 0,36% et l'indice élargi S&P 500, 0,19%. "Il y a très clairement un mouvement de respiration après les records d'hier", explique à l'AFP David Kruk, responsable du trading de La Financière de l'Echiquier. Les investisseurs empochent leurs bénéfices, après avoir salué la décision de la Réserve fédérale américaine de commencer son cycle d'assouplissement monétaire par une première baisse des taux d'un demi-point de pourcentage. L'institution a mis fin à plusieurs semaines de suspens durant lesquelles les marchés ont scruté des signes permettant de mesurer l'ampleur du ralentissement économique aux Etats-Unis et des baisses de taux nécessaires. "Les investisseurs tournent désormais leur attention sur la microéconomie et les entreprises", alors que débute prochainement la saison des résultats, relève David Kruk, responsable du trading de La Financière de l'Echiquier. A ce titre, certains secteurs, comme "le luxe" et "l'automobile" font l'objet "d'inquiétudes croissantes", alors

que "la demande en Chine ne redémarre pas", ce qui "plombe fortement les indices européens où ils sont très présents", selon David Kruk. "Les inquiétudes concernant la croissance en Chine sont au premier plan des préoccupations des investisseurs" abonde Fawad Razaqzada, analyste pour StoneX. Le rendement des emprunts d'Etat américains à 10 ans remontait à 3,74%, contre 3,71% en clôture jeudi. Porté par la faiblesse du dollar depuis quelques séances et la baisse des taux américains, l'or évolue à des niveaux historiquement hauts, à 2.621,88 dollars l'once (31,1 g). Sur le marché des changes, la devise nipponne baissait de 0,84% par rapport au billet vert à 143,85 yens pour un dollar, après le maintien des taux de la Banque du Japon vendredi.

Mercedes-Benz passe ses objectifs au chinois
Mercedes-Benz a abaissé son objectif annuel de rentabilité pour la deuxième fois de l'année, invoquant un mauvais climat économique, en particulier en Chine. A Francfort, le titre a terminé en fort recul de 7,03%. Il y a dix jours, c'était BMW (-3,02%) qui annonçait avoir abaissé ses objectifs annuels. Volkswagen (-3,15%) évoque de son côté des fermetures d'usines, même en Allemagne. Ailleurs à la cote, Porsche a lâché

5,24%. A Stockholm, Volvo rendait 4,51%. A Paris, Valeo a cédé 4,54%, Forvia 8,00%, Stellantis 3,42%, Renault 2,61%.

FedEx en difficulté
Le groupe de livraison de plis et de colis (-15,23%) a été pénalisé par des résultats inférieurs aux attentes et l'abaissement de ses prévisions annuelles. FedEx pâtit toujours d'une demande ralentie, en particulier sur les livraisons rapides, l'activité qui dégage les plus fortes marges. Le géant de la messagerie a emmené dans son sillage son grand concurrent UPS (-2,67%).

Nike change de patron
Le titre du groupe américain de vêtements et d'équipements sportifs Nike a été salué à Wall Street (+6,58%), après l'annonce jeudi

du départ de son PDG John Donahoe, qui doit être remplacé à partir de mi-octobre par un ancien responsable du groupe, Elliott Hill.

Le pétrole s'essouffle
Les cours du pétrole ont terminé en légère baisse vendredi, opérant une consolidation après un jaillissement de plusieurs jours, sur fond de faible appétit pour les produits raffinés. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre s'est effrité de 0,52%, pour clôturer à 74,49 dollars. Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain avec échéance en octobre, dont c'était le dernier jour de cotation, a lui fini proche de l'équilibre (-0,04%), à 71,92 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 19 Septembre 2024				
Valeur : 23 Septembre 2024				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	132.1259	132.1409
1	EUR	EURO	146.9108	146.9539
1	GBP	POUND STERLING	175.1172	175.1603
100	JPY	JAPANESE YEN	92.8372	92.8543
1	CNY	CHINESE YUAN	18.6898	18.6941
1	CHF	SWISS FRANC	156.3065	156.4168
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	97.4595	97.4778
1	DKK	DANISH KRONE	19.7498	19.7532
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.0402	13.0454
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.5907	12.5967
1	AED	UAE DIRHAM	35.9712	35.9792
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.2054	35.2132
1	KWD	KUWAITI DINAR	433.1997	433.3909
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.2512	43.6859
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.5759	13.5774
1	LYD	LIBYAN DINAR	26.9920	27.1303
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3274	3.3377
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	178.5221	178.5221

PARIS

Termine dans le rouge, tension des taux

La Bourse de Paris au lendemain d'une flambée de +2,3% se replie en fin de séance de -1,5% vers 7.500 ce vendredi des '4 sorcières'. L'euphorie de jeudi s'est évaporée mais cela n'empêche pas le CAC40 de boucler une deuxième semaine consécutive de hausse avec un gain hebdo de +0,5%. Ce qui est assez paradoxal c'est que le climat d'optimisme sur les taux invoqué par les gérants 'actions' n'est pas du tout partagé par les marchés obligataires, avec des taux qui se retendent significativement- pour la 3ème séance consécutive. Les T-Bonds US se dégradent de +5Pts à 3,755% (soit +11Pts en 3 jours), nos OAT se tendent de +3,5Pts à

2,9700% (soit +15Pts en 4 séances), les Bunds rajoutent +2,5Pts à 2,217% (+10Pts en 4 séances). Aucune 'stat' ne vient expliquer la tension des taux depuis 3 jours et le paradoxe pourrait se résoudre par le retour du 'risk-on' qui s'exerce au détriment des actifs protégeant du 'risque'. Cela justifierait les commentaires enthousiastes produits la veille, après une des plus fortes hausses d'ensembles des bourses des pays développés (Japon, Europe, Wall Street) : 'rassuré par l'action de la Réserve fédérale américaine, le marché parisien s'était envolé de 2,3% hier pour renouer avec le seuil des 7600 points, qu'il avait enfoncé au début du mois'. Les marchés profitent du

changement de politique monétaire, à la fois de la part de la Fed et de la BCE, les investisseurs jugeant de plus en plus probables la mise en place de nouvelles initiatives destinées à soutenir la croissance. 'Nous n'en sommes, à l'évidence, qu'au tout début du cycle de baisses des taux, mais nous semblons nous trouver jusqu'ici dans un scénario positif dans lequel la Fed réduit ses taux sans qu'une récession ne soit en train de se matérialiser', soulignent les analystes de Deutsche Bank. 'D'un point de vue historique, cette conjonction s'est avérée très favorable pour les actions', rappelle la banque allemande.

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street finit dispersée et s'offre un répit après sa course folle

La Bourse de New York a terminé partagée vendredi, observant une pause après une longue séquence positive qui l'a vu enregistrer de nouveaux records à la faveur d'un coup de pouce de la banque centrale américaine (Fed). Le Dow Jones a grignoté 0,09%, l'indice Nasdaq a cédé 0,36% et l'indice élargi S&P 500, 0,19%. "Il y a une accalmie et des prises de bénéfices sur le marché après les gains d'hier et la volatilité qu'on a vu ces dernières semaines", explique Sam Burns, de Mill Street Research. "C'est une phase de consolidation logique lorsqu'on a atteint des sommets sur plusieurs indices", a-t-il ajouté. Le S&P 500 restait sur huit séances positives en neuf journées de Bourse. Jeudi, Dow Jones et S&P 500 avaient ainsi signé de nouveaux

records en clôture à la faveur d'un dernier coup de rein, facilité par la décision de la Fed d'abaisser d'un demi-point son taux directeur. Pour Sam Burns, l'ascension de Wall Street n'est pas terminée. "Les actions sont plus chères qu'elles ne l'ont été ces dernières années, mais elles peuvent continuer à progresser au rythme des résultats" de sociétés, estime le responsable de la stratégie d'investissement de Mill Street Research. Le Dow Jones a échappé de justesse à un reflux grâce notamment à Nike. Le départ soudain du directeur général John Donahoe a été salué par Wall Street (+6,58%), qui regrettait un effritement de l'image de l'équipementier et une stratégie de distribution inefficace durant son mandat. Le dirigeant sera remplacé par Elliott Hill, un ancien

du groupe à la virgule, qu'il avait quitté en 2020. Autre bon élève du Dow Jones, Intel (+3,31%), propulsé par une information du Wall Street Journal selon laquelle son concurrent Qualcomm aurait fait, ces derniers jours, une approche en vue d'un possible rachat. Grâce à cette marque d'intérêt, Intel n'a pas été touché par la vague de prises de bénéfices qui a frappé le secteur des semi-conducteurs, plombant Nvidia (-1,59%), Texas Instruments (-2,07%) ou Marvell Technology (-1,35%). Autre victime du jour, FedEx (-15,23%), pénalisé par des résultats inférieurs aux attentes et l'abaissement de ses prévisions annuelles. Le groupe de livraison de plis et de colis pâtit toujours d'une demande ralentie, en particulier sur les livraisons rapides, l'activité qui dégage

les plus fortes marges. FedEx a emmené dans son sillage son grand concurrent UPS (-2,67%). Ailleurs à la cote, l'ingénieurier Constellation a brillé (+22,29%) après avoir conclu un accord de fourniture d'électricité avec Microsoft, via le redémarrage de l'un des réacteurs de la centrale nucléaire de Three Mile Island (Pennsylvanie). Le site est connu pour avoir été le théâtre du plus grave accident nucléaire de l'histoire des Etats-Unis en 1979, sur un réacteur voisin de celui que Constellation entend relancer. La nouvelle a profité à la minière Camarco (+8,08%), qui extrait de l'uranium, ainsi que l'ingénieurier Brookfield Renewable Partners (+0,84%), également présent dans le nucléaire. Les jours se suivent et se ressemblent pour le groupe de médias de

Donald Trump, Trump Media and Technology Group (TMTG), qui a encore perdu 7,82%. Le titre souffre de l'arrivée à expiration jeudi de la période dite de "lock-up", durant laquelle les investisseurs possédant des actions avant l'introduction en Bourse ne pouvaient pas les revendre. Une partie du marché s'inquiète de voir Donald Trump, qui contrôle 57% de TMTG, céder tout ou partie de sa participation, même si l'ancien président a juré qu'il ne s'en déferait pas. Sur le marché obligataire, les rendements restaient fermes, les investisseurs ayant modéré leurs attentes de nouvelles baisses de taux de la Fed. Le rendement des emprunts d'Etat américains à 10 ans ressortait à 3,74%, contre 3,71% la veille en clôture.

ALLEMAGNE

Les contrôles frontaliers, un coût pour l'économie allemande

Les contrôles provisoirement rétablis par l'Allemagne à toutes ses frontières afin de lutter contre l'immigration illégale pourraient en contrepartie affaiblir davantage la première économie européenne, déjà mal en point, selon une étude publiée vendredi.

En raison de ces contrôles, le commerce "pourrait perdre jusqu'à 1,1 milliard d'euros par an" et ainsi les risques de récession "pourraient encore s'intensifier" avec, au pire, une perte économique de 11,5 milliards d'euros en terme de Produit intérieur brut (PIB), selon Jasmin Gröchl, économiste chez l'assureur crédit Allianz Trade et co-auteur de l'étude. Ce document tombe au moment où l'Allemagne est déjà en train de "naviguer dans des eaux difficiles", comme résumé par la banque fédérale allemande dans son bulletin mensuel paru jeudi. Aucun rebond rapide n'est en vue pour l'activité économique, selon les derniers indicateurs de confiance des chefs d'entreprises,

des investisseurs et des ménages. Les économistes tablent sur une seconde moitié d'année difficile, aboutissant à une stagnation du PIB, voire une récession pour l'ensemble de 2024, après une année 2023 déjà marquée par un recul du PIB de 0,3%. Les contrôles aléatoires aux neuf frontières du pays, rétablis pour six mois, peuvent rallonger les temps de trajet de 20 minutes en Allemagne, un pays de transit majeur au sein de l'espace Schengen, explique l'étude. Cela pourrait causer des retards et augmenter les coûts pour les entreprises impliquées dans le commerce international, notamment à la frontière germano-néerlandaise, où 1.000 camions passent chaque jour. Les retards aux frontières pourraient globa-

lement entraîner une "augmentation des coûts dans de nombreuses branches" allant de la machine-outil à la pharmacie en passant par le tourisme, de même que "des perturbations de la chaîne d'approvisionnement et une baisse des importations en Allemagne "potentiellement d'environ 8%", explique M. Gröchl. Cela pourrait forcer les entreprises à stocker plus, augmentant leurs dépenses et ajoutant de la pression sur l'industrie allemande. Ce secteur traverse déjà une période de longue récession liée aux conséquences de la crise ukrainienne, à la pression de la concurrence et aux défis de la chaîne d'approvisionnement mondiale.

BANQUE MONDIALE

L'institution augmente ses financements de l'adaptation au changement climatique

La Banque mondiale s'est engagée à augmenter de 35% à 45% la part de son financement total consacré à l'adaptation au changement climatique en 2025. La Banque mondiale a indiqué jeudi avoir consacré 42,6 milliards de dollars au financement de l'adaptation au changement climatique au cours de son exercice 2024, un montant record en hausse de 10% par rapport à l'année précédente, et proche de ses objectifs. L'institution basée à Washington s'est appliquée à renforcer son action climatique depuis l'arrivée à sa tête d'Ajay

Banga l'an dernier, qui s'est donné pour mission de réformer cet établissement international presque octogénaire.

44% des fonds déjà dédiés au climat

En décembre, la Banque s'est engagée à augmenter de 35% à 45% la part de son financement total consacré à l'adaptation au changement climatique à partir de son exercice 2025, qui a débuté en juillet. Mais elle s'est déjà rapprochée de cet objectif sur l'exercice 2024, notant que 44% des 97

milliards de dollars engagés pendant l'année étaient déjà liés au climat. Cette somme comprend des prêts, ainsi que d'autres instruments financiers tels que des subventions et des garanties, a précisé un responsable de la Banque mondiale. Ce financement a contribué à "soutenir les efforts visant à mettre fin à la pauvreté sur une planète vivable, à investir dans une énergie plus propre, des populations locales plus résilientes et des économies plus fortes". "Mais il reste encore beaucoup à faire", a-t-elle ajouté.

JAPON

La Banque du Japon maintient son taux directeur inchangé

La Banque du Japon (BoJ) a annoncé vendredi le maintien de son taux directeur à 0,25%, après que sa décision de le relever fin juillet avait fait grimper le yen et contribué à plonger brièvement les marchés mondiaux dans l'effroi. Cette décision, conforme aux attentes des analystes, intervient quelques heures après l'annonce d'une légère accélération de l'inflation en août (+2,8% sur un an hors produits frais) et deux jours après la baisse de ses taux décidée par la Réserve fédérale américaine (Fed).

L'archipel nippon, après avoir subi pendant des décennies une inflation quasi inexistante voire la déflation, a connu un virage ces deux dernières années, avec une hausse des prix à la consommation systématiquement supérieure ou égale à 2% depuis avril 2022. La BoJ, qui vise une inflation stable autour de ce niveau, a amorcé depuis mars la normalisation de sa politique monétaire en mettant fin à ses taux négatifs, puis en procédant à une nouvelle hausse fin juillet. La faiblesse du yen depuis 2022 est un fac-

teur qui pèse sur la consommation des ménages, laquelle est un élément clé pour alimenter la croissance économique et une inflation saine, tirée par la demande et non par les coûts. La semaine dernière, la croissance du produit intérieur brut (PIB) du Japon au deuxième trimestre avait été révisée à la baisse par le gouvernement à +0,7%, contre 0,8% annoncée initialement, sans entamer pour autant le sursaut entrevu de l'économie nipponne.

FMI

Les banques centrales confrontées à un «difficile exercice d'équilibre»

Les banques centrales partout dans le monde se trouvent face à un "difficile exercice d'équilibre", au moment où beaucoup commencent à abaisser leurs taux maintenant que l'inflation ralentit, a déclaré vendredi la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva. "Les banques centrales sont confrontées à un difficile exercice d'équilibre. Elles doivent veiller à ce que l'inflation revienne durablement à son objectif et y reste, tout en évitant le risque de politiques excessivement restrictives", a indiqué la patronne du FMI. Elle s'exprimait lors d'une conférence à Washington avec sa prédécesseure, et actuelle présidente de la Banque centrale européenne (BCE), Christine Lagarde. "Bien que nettement plus faible que nous l'aurions souhaité, l'activité économique a été remarquablement résiliente", a-t-elle ajouté. Elle a également salué le fait qu'"alors que l'inflation recule, les taux baissent. Une récession semble peu probable". La déflation en bonne voie Les banques centrales des deux côtés de l'Atlantique ont abaissé leurs taux cette année. "Nos actions déterminées ont réussi à maintenir les anticipations d'inflation ancrées", a de son côté dit Christine Lagarde, ajoutant que l'inflation restait en bonne voie pour atteindre son objectif de 2% dans la seconde moitié de 2025. "Mais l'incertitude a-t-elle disparu? Non, il y en a encore beaucoup", a-t-elle averti. La Réserve fédérale américaine vient d'annoncer son premier assouplissement, d'un demi-point de pourcentage, et la BCE a abaissé ses taux à deux reprises cette année. La Banque d'Angleterre a elle voté jeudi pour les laisser inchangés après une seule baisse, l'inflation britannique restant supérieure à l'objectif.

ROYAUME-UNI

La dette publique a atteint 100% du PIB en août

La dette du secteur public au Royaume-Uni a atteint en août exactement 100% du produit intérieur brut (PIB) un niveau inédit depuis les années 1960. La dette publique britannique, qui s'élève à 2.546 milliards de livres (un peu plus de 3.000 milliards d'euros), avait déjà dépassé 100% du PIB selon des chiffres provisoires publiés l'an dernier mais avait depuis été révisée à la baisse. Le chiffre

publié vendredi est lui aussi "une estimation très provisoire", a prévenu l'Office national des statistiques (ONS) dans un communiqué. La dette publique flirte depuis des mois avec les 100% du produit intérieur brut (PIB), gonflée notamment par les aides distribuées pendant l'épidémie de Covid et la crise de l'énergie. Le déficit a quant à lui continué à dérapé en août: l'emprunt du secteur public a atteint le mois

dernier 13,7 milliards de livres (16,3 milliards d'euros), plus que prévu, selon le rapport mensuel de l'ONS sur les finances publiques, publié vendredi. Et en cumulé depuis début avril, début de l'année fiscale britannique, le Royaume-Uni a emprunté 6,2 milliards de livres (7,4 milliards d'euros) de plus que les projections de l'organisme public de prévisions budgétaires (OBR). L'augmentation de la dette met une

pression supplémentaire sur le gouvernement travailliste arrivé au pouvoir début juillet. D'autres pays sont confrontés à une envolée de leur dette. En France, elle s'est massivement accrue depuis la crise sanitaire et a grimpé à plus de 110% du PIB à la fin du premier trimestre, un taux seulement dépassé dans l'UE par l'Italie (près de 138% du PIB) et la Grèce (presque 160%).

LE NOUVEAU MG ZS FACE AU DACIA DUSTER

Premier match entre les SUV hybrides bon marché

La seconde mouture du SUV chinois MG ZS a revu sa copie de fond en comble. Délaissant l'essence et le 100% électrique, il mise désormais sur l'hybride avec près de 200 ch sous le capot. Et il frappe fort aussi sur les tarifs avec une entrée de gamme à 22 990 €. De quoi très sérieusement inquiéter le Dacia Duster dont l'hybridation réclame à minima 26 600 €.



Au fil des trois générations, le Dacia Duster n'a eu de cesse de monter en gamme comme en prix. Sans rival à ses débuts en 2010 où une version 1.6 essence 4x2 était facturée 11 900 €, le SUV roumain qui sous l'impulsion de la législation et des normes antipollution a enrichi son équipement et fait grimper ses prix, n'est aujourd'hui plus seul au monde sur le terrain des baroudeurs accessibles. La seconde mouture du SUV chinois MG ZS est un challenger de poids voire même le rival désigné. Après un premier opus qui a un peu servi de brouillon oscillant entre thermique pur et 100% hybride, le constructeur centenaire né en Angleterre et battant depuis le début des années 2000 pavillon chinois, a peaufiné sa copie. Cette dernière joue opportunément, à l'heure des taxations sur les « électriques venues de Chine » la partition de l'hybride.

Une technologie que le SUV a simplement chipé à la berline polyvalente MG 3 laquelle cible ouvertement les Clio et Toyota Yaris hybrides. Plus imposant de 10 cm que son prédécesseur, le MG ZS joue sur deux tableaux ou plutôt deux segments de marché très importants en Europe, le B celui des Renault Captur, Nissan Juke et Toyota Yaris Cross, ainsi que le C, celui des Renault Austral et Nissan Qashqai.

Le match des prix

Sur le papier, le Dacia Duster débute à 19 690 €, mais il s'agit d'une version de base (finition Essential) très dépouillée qui n'est compatible qu'avec le moteur essence/GPL de 100 ch. Pour un Dacia Duster Hybrid 140, il faut à minima tabler sur le second niveau de finition (Expression) avec une addition qui grimpe alors à 26 600 €. Puis viennent au dessus, en parallèle, les variantes Extrême et Journey facturée à 28 100 €.

Pour le MG ZS Hybrid+, le prix de base



est de 22 990 € en version standard. Les prix officiels des finitions « Comfort » et « Luxury » ne seront communiqués que tout début octobre néanmoins afin de pouvoir ouvrir les commandes, le constructeur chinois à d'ores et déjà indiqué moins de 26 000 € pour « Comfort » et moins de 28 000 € pour « Luxury ». Ce qui reste déjà parfaitement calibré sur les tarifs du Duster.

Le match des motorisations

Sous le capot, le MG ZS Hybrid + embarque un moteur 1.5 essence à quatre cylindres fort de 102 ch associé à une machine électrique de 136 ch. Au cumul, le SUV chinois dispose de 197 ch. Et c'est la seule offre possible.

brillant par son absence. La motorisation hybride, le roumain impose la finition Expression (niveau 2) qui dispose en série d'une instrumentation numérique sur une dalle de 7 pouces de diagonale. S'ajoute au sommet de la console centrale, un écran tactile de 10,1 pouces.

L'entrée de gamme du MG ZS Hybrid + est mieux disante. Elle offre une dalle de 7 pouces devant le conducteur et triche un peu en ajoutant de part et d'autre un compteur et un compte tour (dont l'affichage est fixe) mais au final ce trompe l'œil fait l'effet d'une instrumentation panoramique d'environ 12,3 pouces qui est le standard sur le segment C. Tandis que sur la console centrale, le ZS de base dispose d'un écran de 10,25 pouces. Dalle qui dès le niveau 2 (sous la barre des 26 000 €) passe à 12,3 pouces de diagonale.

Le match des centimètres à bord

Au niveau de la qualité perçue, le Dacia Duster joue franco avec des plastiques durs mais dans une ambiance cohérente et colorée raccord avec sa philosophie de baroudeur. Le MG ZS insiste sur une coiffe de planche de bord moussée à cœur et des surpiques. La sellerie en skaï perforé sur la finition Luxury (photos) le volant et les sièges chauffants finalisent la présentation. A noter qu'au niveau de la climatisation, le Dacia Duster fait l'impasse sur les aérateurs aux places arrière, un équipement qui ne fait pas partie de la dotation de série sur le segment B. La version de base du MG ZS s'en passe, elle aussi, mais dès le niveau 2, une paire d'aérateurs fait son apparition. Enfin, le MG ZS Hybrid + est plus logeable aux places arrière que ne l'est le Dacia Duster. Ce dernier a pris le parti de favoriser plutôt le volume de chargement en attendant qu'en 2025, son grand frère Dacia Bigster - qui prendra son premier bain de foule au Mondial de Paris - n'allie les deux avec une longueur voisine de 4,60 m.

Le match des pixels

Oublions d'emblée le Duster de base avec ses compteurs à aiguilles et l'écran tactile

FUSION NUCLÉAIRE

de puissants lasers pour offrir à la planète une énergie bon marché

Et si la clé d'un avenir énergétique propre et abondant se trouvait au cœur d'un laboratoire de Denver ? C'est le pari de Xcimer, une start-up qui ambitionne de dompter l'énergie des étoiles grâce à des lasers surpuissants.

L'histoire commence comme un film d'espionnage. Dans les années 80, le laboratoire de Los Alamos, berceau de la bombe atomique, mène des expériences top secrètes sur la fusion nucléaire. Les résultats, bien que classifiés, font jaser dans le milieu scientifique. Deux jeunes chercheurs, Conner Galloway et Alexander Valys, flairent le potentiel révolutionnaire de ces travaux. Leur rêve ? Transformer cette découverte en source d'énergie illimitée et propre. Ils fondèrent plus tard Xcimer, une start-up qui se concentre sur la fusion par confinement inertiel. L'idée est d'utiliser des lasers ultra-puissants pour comprimer une petite capsule de combustible (comme du deutérium et du tritium) à des densités et des températures extrêmement élevées, déclenchant ainsi la fusion. Une approche radicalement différente de l'ITER (International Thermonuclear Experimental Reactor), le projet international situé en France qui vise à démontrer la faisabilité de la fusion par confinement magnétique.

Le laser, clé de voûte d'une nouvelle ère énergétique

Xcimer ne part pas de zéro. En 2022, le National Ignition Facility (NIF) en Californie réalisait une percée historique : produire plus d'énergie par fusion qu'il n'en fallait pour l'amorcer. Mais pour Galloway et Valys, ce n'est que le début. Leur ambition ? Pousser les lasers dans leurs derniers retranchements. Là où le NIF se contentait de 2 mégajoules, Xcimer vise les 20. « Entre 10 et 12 mégajoules, c'est le sweet spot pour une centrale commerciale », explique Galloway. Pour se représenter une telle



puissance, imaginez l'énergie d'un 38 tonnes lancé à 100 km/h, concentrée sur une cible de la taille d'un ongle pendant quelques millièmes de secondes.

Le grand saut : passer du laboratoire au salon

Le chemin vers la fusion commerciale est encore long et semé d'embûches. Comment extraire l'énergie produite sans interrompre la réaction ? Comment protéger les matériaux du réacteur des particules hautement énergétiques ? Xcimer a quelques idées dans sa manche, comme une « cascade » de sel fondu pour absorber chaleur et parti-

cules, et garder le réacteur sauf. Le professeur Ian Lowe de l'Université Griffith tempère toutefois l'enthousiasme autour de ce projet : « Je suis sceptique, car il me manque une représentation visuelle convaincante du processus d'extraction d'énergie sans interrompre la réaction de fusion ». Du point de vue du chercheur, la fusion n'arrivera pas à temps pour ralentir les effets du réchauffement climatique en raison des émissions de CO2 grandissantes (les géants de la tech et l'IA y sont d'ailleurs pour beaucoup). « Mon inquiétude est que même dans le scénario le plus optimiste, nous aurions de la chance d'avoir des réacteurs de fusion commerciaux d'ici 2050. Et bien avant

cela, nous devons avoir décarboné l'approvisionnement énergétique si nous ne voulons pas faire "fondre" la planète » continue-t-il.

Le défi est donc de taille, tout comme les investissements nécessaires. Xcimer a déjà levé 100 millions de dollars pour sa première phase d'expérimentation. Il en faudra des centaines de plus pour espérer un réacteur fonctionnel d'ici le milieu des années 2030. Toutefois, la perspective d'une production d'électricité à faible coût et à émissions nulles est une idée forte à laquelle s'accrochent les fondateurs de Xcimer et d'autres acteurs de la fusion. Valys estime que c'est « un changement pour l'avenir de l'humanité ».

Brèves

Un signal WiFi HaLow sur une distance de 16 km

Un test de record du monde dans le désert californien montre la portée stupéfiante du Wi-Fi HaLow. La configuration utilisée par Morse Micro repose sur la norme 802.11ah, également connue sous le nom de HaLow, qui utilise des bandes radio basse fréquence pour obtenir une portée extrêmement longue. Elle est donc techniquement compatible avec au moins une partie du matériel en vente aujourd'hui... bien que le système de Morse Micro utilise des technologies propriétaires pour renforcer le signal. Leur

système de point d'accès a déjà été testé dans un environnement conventionnel, permettant une connexion vidéo stable sur 2,9 kilomètres à San Francisco selon notre confrère Tom's Hardware .

Les réseaux sociaux surveillent trop leurs utilisateurs

La Commission fédérale du commerce des États-Unis a établi qu'un certain nombre de grandes entreprises de médias sociaux et de diffusion en continu s'étaient livrées à une surveillance de leurs utilisateurs. La FTC a détaillé ses conclusions dans un rapport basé sur les données récoltées auprès de Google,

Amazon.com , Snap, Discord, X Corp, Reddit, ByteDance et plusieurs unités de Meta Platforms. La FTC a recueilli ces informations par le biais d'ordonnances 6(b), des outils réglementaires que l'agence utilise pour étudier les secteurs susceptibles de présenter des risques pour les consommateurs ou la concurrence sur le marché. « Le rapport explique comment les entreprises de médias sociaux et de streaming vidéo récoltent une énorme quantité de données personnelles des Américains et les monétisent à hauteur de milliards de dollars par an », a déclaré Lina Khan, présidente de la FTC.

Qualcomm licencie des centaines de personnes à San Diego

Le fournisseur de puces pour mobiles compte remercier 226 personnes dans le courant de l'année, selon un avis du WARN californien publié cette semaine. Les licenciements touchent les employés de 16 sites à San Diego, y compris le siège social de l'entreprise. La décision de Qualcomm de licencier des centaines d'employés intervient moins d'un an après que le fournisseur de puces ait licencié plus de 1 250 personnes.

Mots fléchés

Loyale- ment		Épluche		Frois- serons		Choisis		Fils de Noé		Maison du peuple		Anneaux	
Fin du monde		Fils d'Agamemnon		Prénom féminin				Suite de feuil- letons				de cordage	
										Traverse Berne		Conductrice de solipèdes	
										Accablantes			
Perturbation atmosphé- rique						Spectateurs							
Trôner						Ce genre regroupe les insectes lépidoptères							
										S'adresse à Dieu			
Elle transmet la maladie du sommeil									Mécréantes				
Chanson populaire													
			Teinture du rouge au cuvré							Train francilien			Membrane
			Trinitrines							Gros maillets			de l'oeil
Adora													
Cérium							Couper le chef	Devant l'avocat			Commune normande		
								Marche			Gnôle		
		Surface agricole		Prénom anglais		Elargi						Colle	
Il est calme en Corée													
Esplanade						Action de compresser							
						Suç de raisin cuit							
								Arbre à rameaux flexibles					
								Île indoné- sienne					
Gaz rare					Prévi- sible								Coûteux
Astate					Empêtrées								
		Pascal		Escrimeur								Station de sports d'hiver (2000)	
Dorénavant Mohamed Ali	Pieu									Loi contre le tabagisme et l'alcoolisme			
	Lépro- serie												
				Établis- sment technique		Mer au large de la Bretagne	Sacrifi- catoires			Située chez le notaire			
Nouveau disque		Maison religieuse									Futur officier		
											Rôtissoire		
		Purifiée								Museau des suidés	Article		
		Publie									Démodées		
Radio locale de l'île de la Réunion				Eructation									
Demi								Fine fleur de froment					
				D'un gris foncé				Thymus de l'agneau Petite sainte				Dénudés	
Abjurés								Couteau					Sélénium
Tanière								Seaborgium					
				L'Estonie							Roulés		
Crochets de boucher						Taure							

Le Conseil de la nation ouvrira, lundi, sa session parlementaire ordinaire 2024/2025, sous la présidence de M. Salah Goudjil, président du Conseil, indique samedi un communiqué de la chambre haute du Parlement. L'ouverture de cette session intervient conformément aux dispositions de l'article 138 de la Constitution et de l'article 5 de la loi organique 16-12 du 25 août 2016, définissant l'organisation et le fonctionnement de l'Assemblée populaire nationale (APN) et du Conseil de la nation, ainsi que les relations fonctionnelles entre les deux chambres du Parlement et le Gouvernement, précise la même source.



CONFÉRENCE GASTECH À HOUSTON

Le PDG de Sonatrach s'entretient avec le ministre libyen du Pétrole

Le PDG de Sonatrach, Rachid Hachichi, a eu des entretiens avec une délégation libyenne de haut niveau, conduite par le ministre libyen du Pétrole et du Gaz, Khalifa Abdel-Sadek, et ce, en marge de sa participation à la Conférence mondiale sur l'énergie Gastech à Houston, indique un communiqué du groupe public. Cette rencontre a porté sur la coopération dans le cadre du mémorandum d'entente signé entre Sonatrach et la compagnie pétrolière nationale de la Libye (NOC), auquel un avenant avait été introduit en début d'année, pour la reprise de l'activité du groupe algérien au titre de ses engagements contractuels et le développement des gisements pétroliers et gaziers découverts en partenariat en Libye. Lors de cette rencontre, les deux parties ont réaffirmé "leur engagement à renfoncer la coopération pour atteindre leurs objectifs stratégiques communs dans ce secteur vital", selon le communiqué.

INTEMPÉRIES

Plusieurs interventions de la Protection civile durant les dernières 48h

Les unités de la Protection civile ont effectué plusieurs interventions suite aux importantes chutes de pluie enregistrées sur plusieurs wilayas du pays durant les dernières 48 heures, indique samedi un bilan de la Protection civile. Ces interventions ont porté sur des opérations d'épuisement et de pompage d'eaux pluviales, ainsi que le sauvetage de personnes en situation de danger. A Bechar, les secours de la Protection civile sont intervenus pour le sauvetage d'une personne cernée par les eaux d'Oued Safaïa dans la commune El Abadla et de trois autres à bord d'une motocyclette cernées par la montée des eaux d'Oued Remta au lieudit Aghelal dans la commune de Taghit. A El Bayadh, les mêmes secours ont sauvé 5 personnes: 3 à bord d'un véhicule cerné par les eaux pluviales au carrefour de la commune de Sidi Slimane et 2 autres à bord d'une motocyclette au lieudit zone Hassi Djerbaa. A Beni Abbes, une personne à bord d'un véhicule cerné par les eaux d'Oued Saoura, commune de Beni Abbes, a été sauvée, alors dans la wilaya de Tindouf, 12 personnes à bord d'un véhicule cerné par les eaux d'Oued Merkala, dans la commune de Tindouf, ont été sauvées.

PRÈS DE 12 MILLIONS D'ÉLÈVES REJOIGNENT AUJOURD'HUI LES BANCS DE L'ÉCOLE

L'heure de la rentrée des classes a sonné

Près de 12 millions d'élèves des trois cycles d'enseignement (primaire, moyen et secondaire) rejoindront, dimanche, les bancs de l'école au titre de l'année scolaire 2024-2025, répartis sur près de 30.000 établissements éducatifs à travers le territoire national. Cette année, le ministère de l'Education nationale a choisi de consacrer le cours inaugural à la sécurité routière afin de sensibiliser les élèves à cette thématique. Le ministère a aussi décidé plusieurs mesures pédagogiques, dont la restructuration des matières et des horaires pour les première et deuxième années du cycle de l'enseignement primaire dans le cadre de la démarche visant alléger le programme scolaire au profit des activités culturelles, sportives et artistiques, en vue de développer les aptitudes des élèves dans ces disciplines. Il s'agit d'inculquer aux élèves les connaissances fondamentales, notamment en linguistique et en mathématiques, ainsi que les aptitudes manuelles et techniques dont ils ont besoin, les valeurs religieuses et morales, outre l'éducation physique. A ce titre, le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belaabed avait annoncé que "le volume horaire des activités sportives et artistiques dans le cycle primaire passera de 7% à 20%, par l'ajout d'une heure d'éducation sportive, soit un total de deux heures par semaine, et de 45 minutes

d'éducation artistique, soit un total d'une heure et demie par semaine. L'apprentissage des mathématiques sera renforcé par l'ajout de 30 minutes par semaine consacrées aux jeux mathématiques. Ainsi, le secteur a défini la nouvelle grille des matières et des horaires du cycle primaire, avec un total de 21 heures par semaine, réparties comme suit : 11 heures pour la langue arabe, 5 heures pour les mathématiques, une heure et demie pour l'éducation islamique, une heure et demie pour l'éducation artistique et deux heures pour l'éducation physique et sportive. Cette année, un total de 1.700 écoles primaires seront dotées de tablettes, portant ainsi à 5000 le nombre d'écoles équipées de cet outil au niveau national. Le programme de la langue anglaise sera étendu avec l'introduction de cette matière en cinquième année primaire, en sus de la généralisation de l'éducation préscolaire. A l'occasion de cette année scolaire, l'Etat continue de promouvoir les filières mathématiques et mathématiques, en encourageant l'orientation vers ces filières, tout en tenant compte du profil des élèves orientés. La rentrée scolaire de cette année verra aussi l'élargissement de l'enseignement de la langue amazighe et l'ouverture de classes préparatoires, en concrétisation du principe d'égalité des chances et d'équité entre les différentes régions du pays. Concernant les

nouvelles infrastructures, un total de 604 établissements éducatifs seront réceptionnés à travers le pays, dont 354 nouvelles écoles primaires, 162 CEM et 88 lycées, ainsi que 459 cantines scolaires à travers le pays. S'agissant des manuels scolaires, le ministre de l'Education nationale a ordonné de lancer la vente des livres via la plateforme de l'Office national des publications scolaires (ONPS) et de prendre toutes les mesures pour assurer leur arrivée aux établissements éducatifs. Parmi les autres mesures prises par le ministère, figurent l'utilisation des technologies de l'information et de la communication ainsi que la numérisation dans toutes les opérations liées à la scolarité, à la formation et au recrutement dans le secteur. Dans le volet social, le ministère a œuvré à la concrétisation des opérations de solidarité scolaire en faveur des élèves issus de familles nécessiteuses, à travers la distribution d'allocations de scolarité en coordination avec les collectivités locales, le secteur de la solidarité nationale et les associations des parents d'élèves. Le secteur a également veillé à assurer l'accompagnement pédagogique des élèves aux besoins spécifiques, tout en renforçant la prise en charge des élèves malades hospitalisés pour une longue durée et ce en coordination avec le secteur de la santé.

BÉCHAR

Lancement de la réalisation d'une centrale photovoltaïque à Béni-Ounif

Le projet de réalisation d'une centrale solaire photovoltaïque d'une capacité de 20 mégawatts (MW) a été lancé dans la commune frontalière de Béni-Ounif (110 km au nord de Bechar), a-t-on appris samedi auprès du responsable chargé de la gestion de la daïra éponyme, Larbi Madani. Retenue dans le cadre du programme national de dévelop-

pement des énergies renouvelables, cette infrastructure énergétique sera implantée sur une superficie de plus de 160 hectares, a-t-il précisé. Le projet, qui va permettre l'augmentation de la capacité de production de l'énergie électrique dans cette région frontalière, sera concrétisé par une entreprise privée spécialisée, avec un suivi technique de toutes

les étapes de sa réalisation par la Sonelgaz, a-t-il expliqué. Dans la wilaya de Bechar, il est prévu la réalisation et l'équipement de trois (3) centrales du type, sachant que les deux autres sont projetées dans les communes de Kenadza (120 MW) et Abadla (80 MW). La concrétisation de ces projets énergétiques dans la wilaya s'inscrit au titre de la stratégie nationale

de transition énergétique, à travers un plan d'action tracé à l'horizon 2035 et portant sur l'exploitation des énergies renouvelables, en vue de rompre avec le modèle de production et de consommation énergétique basé essentiellement sur les hydrocarbures, a-t-on fait savoir à la direction locale du secteur de l'Energie et des Mines.

TRAITEMENT DES VOYAGEURS ET LE DÉDOUANEMENT DES VÉHICULES

Vers la mise en place d'un système d'information par la Douane

Le Directeur général des Douanes, le Général-major Abdelhafid Bakhouché, a affirmé samedi à Alger, que les services des Douanes s'attelaient à mettre en place un système d'information dédié au traitement des voyageurs et des déclarations électroniques de devise, ainsi qu'au dédouanement des véhicules. M. Bakhouché s'exprimait lors d'une journée d'information sur "l'interconnexion du système d'information des Douanes et de la plateforme numérique de la communauté portuaire d'échange de données (APCS)", en présence des ministres des Transports, Mohamed El Habib Zahana, des Finances, Laaziz Faïd, et de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa. "La Direction générale des douanes (DGD), s'attèle actuellement, à prendre toutes les mesures à même de permettre la mise en service du système de traitement des voyageurs, dès sa finalisation", souligne le Général-major Abdelhafid Bakhouché, précisant que ce système comprenait "les unités chargées de la délivrance des Titres de Passage en Douane (TPD), les déclarations électroniques de devise, et diverses formalités

douanières liées aux voyageurs, y compris le dédouanement des véhicules". Cette démarche intervient dans le cadre du parachèvement de la réalisation du nouveau système d'information des Douanes, entrée en service en novembre 2023, a affirmé le DG, soulignant que le développement des autres logiciels du système d'informations, était en cours, pour les lancer prochainement". Les équipes du projet s'emploient actuellement à renforcer le nouveau système d'information des douanes par une plateforme numérique permettant de relier le système des douanes aux systèmes d'information des différents ministères et organes gouvernementaux concernés par la délivrance de licences et de certificats administratifs relatifs aux opérations d'exportation et d'importation, a fait savoir le Général-major Bakhouché. Il a, à ce titre, rappelé les essais préliminaires réalisés, en juillet dernier, concernant les documents administratifs délivrés par le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, ainsi que le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceu-

tique, faisant observer que ces essais concerneront les autres administrations "durant le premier semestre de l'année 2025". "Cette interconnexion que les services des douanes œuvrent à mettre en place, dans le cadre du guichet unique, permettra d'assurer un environnement numérique intégré, à même d'accélérer les formalités, de promouvoir le Service public et de contribuer à la promotion de l'économie numérique en Algérie, sans autant négliger les mécanismes de contrôle efficaces pour lutter contre toute forme de fraude et de contrebande", a-t-il expliqué. A ce propos, le Directeur général a révélé que le nouveau système d'information des douanes "ALCES" mis en service en novembre dernier au niveau des différents bureaux des douanes aux postes frontaliers terrestres, maritimes et aériens, répartis à travers le territoire national, avait permis d'enregistrer 168.000 déclarations détaillées jusqu'en septembre dernier, ajoutant que 70 % des déclarations douanières avaient été enregistrées via le nouveau système, tandis que 30 % par l'ancien système "SIGAD".

R.E.